

# LE POLÉM?QUE

Le Journal de Science Politique et Études Internationales  
de l'Université de Montréal

*J'ai dit l'égalité. Je n'ai pas dit l'identité*

*Se refaire soi-même, c'est refaire le monde* Vivre à la hauteur de sa dignité  
La personnalité est à l'homme ce que le parfum est à la FLEUR

Tout homme *commence* le MONDE, et tout homme le finit Être ou ne pas être : là est la question

L'homme et la femme devraient être LIBRES... **INDIVIDU**

TU

**DOSSIER**

**7**

**Milliards d'identités**

*Spécial*

SAVOIR

*Exister ou vivre ?*

Autrui

même !

ÊTRE

Avoir

ennem  
même  
Chaque  
Âme

*Religion*

Un esprit sain dans un corps sain  
*Tous les chemins mènent à soi*

Exister c'est agir L'homme est un loup pour l'homme

Être nu ne doit pas être INCONVENANT ! **COGITO**

L'Homme n'est rien d'autre que ce qu'il fait

**Être** ou **paraître** ? Contentez vous d'être un homme  
L'homme est un animal politique

Être homme est facile, être un homme est *difficile* !

► Mais aussi le **Calendrier** des activités AÉSPÉIUM, un guide pratique "New York en deux jours", des réactions sur la **hausse** des frais, journalisme en Syrie ... et **bien plus encore**

# AÉSPÉIUM



## LETTRE DU PRÉSIDENT

Jean-François Harvey



On parle de l'enjeu des frais de scolarité dans le mouvement étudiant depuis environ six ans. En effet, depuis la première mesure du gouvernement Charest visant à augmenter les frais de scolarité en 2005, le débat est incessant. Avec son budget de l'an dernier, ou on y a annoncé le plus important dégel des frais de scolarité depuis vingt ans, le Parti Libéral a démontré qu'il voulait «régler le dossier» une fois pour toute... avec la même idéologie qui a jusqu'ici guidé sa façon de gouverner.

Il était ainsi primordial que notre association étudiante se positionne sur la question. Tout d'abord, il faut se rappeler que la majorité des représentants élus lors de la première assemblée générale de l'année se sont affichés comme étant «contre une hausse des frais de scolarité» lors des élections. Ensuite, l'association possédait déjà une position «contre», ayant été votée en février 2011. Toutefois, en cette année charnière dans la «bataille» contre la hausse des frais, le conseil d'administration souhaitait se doter d'une légitimité supplémentaire et c'est pourquoi nous avons de nouveau sondé les étudiants sur la question. C'est à forte majorité que les membres de l'AÉSPÉIUM se sont prononcés CONTRE une hausse des frais de scolarité

et en FAVEUR d'alternatives au financement universitaire, à commencer par l'Impôt Post-Universitaire, dont vous avez allègrement entendu parler dans la dernière édition du Polémique.

Il est bien important de comprendre que le conseil d'administration relève de ses membres et des décisions votés en assemblée générale. Ainsi, advenant le cas où cette position serait renversé dans une éventuelle assemblée générale, le CA cesserait toute promotion d'une position contre la hausse et se plierait à la décision de ses membres.

En attendant, l'association continuera dans la démarche déjà entamée et tentera par tous les moyens à influencer le débat sur la hausse, en tentant notamment de ramener le débat sur les alternatives dans les instances de la FAÉCUM (Fédération des Associations Étudiantes du Campus de l'Université de Montréal) et en offrant à ses membres tous les moyens pour se faire entendre auprès du gouvernement. La meilleure façon de s'impliquer dans le débat et de faire valoir son point de vue pour n'importe quel membre est de participer aux assemblées générales et aux conseils des affaires sociopolitiques de l'AÉSPÉIUM. Nous espérons continuer de vous y voir en grand nombre d'ici à la fin de l'année! À quand une assemblée générale de plus de deux cents personnes?

## Calendrier des activités AÉSPÉIUM

DÉCEMBRE

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
28	29	30 11h30 : Assemblée générale	1 11h30 : Réunion McMUN 4@7 des étudiants internationaux	2	3	4
5	6 11h30 : Comité Conférences 11h30 : Comité des Finissants	7	8 11h30 : Comité Mobilisation ou CASP (à confirmer)	9	10	11
12	13	14	15	16 PARTY FIN DE SESSION	17	18
19	20 11h30 : Réunion McMUN	21	22	23	24	25 Joyeux Noël!
26	27	28	29	30	31	1

## L'AÉSPÉIUM mobilisée

Les dernières semaines ont été un véritable exploit de mobilisation pour les étudiant(e)s de Science Politique et Études Internationales.

D'abord, l'Assemblée Générale du Jeudi 3 novembre a vu une somme gigantesque de 139 étudiants se prononcer sur la question de la levée de cours, et, en vertu du vote en faveur de la levée, la semaine suivante, c'étaient près de 150 étudiants qui sont venus manifester au centre-ville contre la hausse des frais de scolarité! L'AÉSPÉIUM était l'association étudiante de l'Université de Montréal qui a impliqué le plus de membres à la manifestation!

Nous tenons donc à féliciter et remercier énormément tous les étudiants s'étant enrôlés avec nous en cette journée de rassemblement, de piquetage et de slogans, ainsi que ceux qui nous ont supportés dans cet effort, mais qui n'avaient pas la possibilité de venir nous montrer leur veine protestataire. Un gros merci à vous tous, l'AÉSPÉIUM est chanceuse de vous compter dans ses rangs!

Gabriel Michaud, CVE Sportif

# ÉDITORIAL

## Shine on me

Jean-Pascal Bilodeau

Le 10 novembre 2011, les étudiants prenaient encore une fois la rue pour ne pas se faire entendre. Ils étaient entre vingt et trente mille en colère à converger vers le bureau de Jean Charest.

Au moment où cet éditorial paraîtra, ce sera déjà une vieille nouvelle, recyclée, oubliée. Ce ne sera plus à la mode. Mais c'était tout de même une belle victoire contre l'apathie populaire, avouez-le.

Or, dans cette drôle de guerre, insidieuse et fielleuse comme un poison, les étudiants québécois ne sont pas seuls. Si beaucoup savent que leurs homologues chiliens ont engagé un bras de fer avec le gouvernement de Pinera, très peu savent que les Colombiens sont eux aussi sortis dans la rue.

Et puis, au Chili, ce ne sont pas des gels de tarifs ou même des diminutions que les jeunes demandent ; c'est une réforme complète du système éducatif pour instaurer la gratuité scolaire, moyennant l'inscription de celle-ci dans la constitution. Rien de moins.

Et même si on a stigmatisé les étudiants du Royaume-Uni en raison du degré passablement houleux de colère et de leur propension assez nette à tout casser, même si nos bons vieux petits geignards de salon crient à tort et à travers que la hausse britannique n'a rien à voir avec celle du Québec, elle y a tout à voir.

Premièrement parce que l'enjeu n'est pas tant une question de petits chiffres, malgré ce qu'on veut nous faire croire, mais l'affrontement de deux modèles antagonistes.

L'enseignement est-il un bien marchand ou un droit fondamental? Répondre à cette question est déjà un bon début. On comprend dès lors toute cette espèce de mythologie du «gaspillage de l'éducation», de la «méritocratie» qui ne veut que des résultats et des résultats, des dollars et... plus de dollars.

Enfin, parce que la réponse des gouvernants est partout la même, c'est-à-dire à peine plus qu'un haussement d'épaule quand ce n'est pas une répression féroce. On nous tolère tant qu'on ne nous entend pas, et dès que les manifestants commencent à se faire vraiment voir, ils deviennent « des agitateurs à faire taire *au plus sacrant*, des vandales, des voyous, des clochards, des fainéants». Toutes les étiquettes sont bonnes pour ignorer, banaliser ou stigmatiser le malaise.

Les deux mains sur le volant, le pied sur le pédale, et surtout, deux belles œillères pour ne pas voir ceux qu'on écrasent.

« Arrêtez-donc d'avoir plainte pis trouvez-vous une job».

Cet argument ne vous semble pas familier?

Oui, c'est le même qu'on lance à la tête des indignés, des étudiants, des travailleurs en grève, des artistes, de tout ce qui sort du moule, au fond. Drôle de réponse qui n'a d'autre effet que de ridiculiser tous ceux qui ne pensent pas en terme d'*american dream* et qui ne font pas preuve de nombrilisme aigu, quand on y pense.

Pire, cet argument n'est même plus un argument, c'est un syndrome. Une maladie chronique et parfois incurable ; l'individualisme égocentrique.

Et la réponse des étudiants porte en elle le germe d'un virus assez proche ; l'élitisme.

Oui, l'élitisme est partout, jusque sur la banderole de notre association qui ne semble pas mesurer tout ce que ça a de paradoxal. Avant la manifestation du 10 novembre, nos associés se sont mis à scander... la chanson des initiations dont les paroles, mis à part nous présenter comme des «buveurs attardés», ridiculisent tout ce qui n'est pas science-po UdeM.

Je cherche toujours le lien, et j'avouerais avoir peur de le trouver.

L'élite de demain est par essence pareille que celle d'hier et que celle d'aujourd'hui : élitiste. Non, les étudiants de science-po et d'études internationales ne sont pas meilleurs que ceux de droit, du HEC, d'anthropologie, d'arts, de littérature, d'ergonomie, d'études hispaniques, que les éboueurs, les enseignants au primaire, les fonctionnaires... que personne en fait.

Que nous soyons une belle association, avec de belles idées, avec des gens qui ont beaucoup de potentiel, que nous soyons unis, que nous soyons fiers de celle-ci, fiers de nous, oui. Pour le reste, oubliez-moi.

Je refuse de porter les couleurs de l'AESPÉIUM tant que l'élite ne sera pas redescendue chez le commun des mortels.

Rappelons que le sociologue Merton avait placé la science comme institution sous quelques principes fondamentaux qui incluaient l'accès au savoir pour tous, le communautarisme, le désintéressement et le scepticisme. Je vous soumets humblement qu'une éducation élitiste basée sur une compétition féroce et impitoyable, dressée en terme de nécessités économiques, n'a rien de tel.

La pente élitiste est glissante.

L'Université n'est-elle qu'un grand tapis rouge sang jonché de miroirs où nos futurs politiques pavanent en préparant leur future carrière? Je dramatise. Mais tout de même...

Un jour peut-être, on ne voudra plus comprendre, on voudra briller. «Shine on me». Bienvenue dans le vingt-et-unième siècle.

Ce contre quoi on se bat est toujours d'abord et avant tout *en nous*. L'élite de demain ferait peut-être bien de s'en souvenir.

## SOMMAIRE

AESPÉIUM: P.2

ÉDITORIAL: P.3

### ACTUALITÉS ET SOCIÉTÉS

- ÉDUCATION UNIVERSITAIRE: P.4
- HAUSSE DES FRAIS: P.5
- MOBILITÉ SOCIALE: P.5
- UNE ROSE DANS LE DÉSERT: P.6
- DESPOTISME: P.7

### DOSSIER: IDENTITÉS

- HÉGÉMONIE IDENTITAIRE: P.8
- GÉNÉRATION BLASÉE: P.9
- IDENTITÉ EUROPÉENNE: P.10
- FACE À FACE: P.11
- ASIE CENTRALE: P.12
- ÉQUATION IDENTITAIRE: P.12

### ARTS ET CULTURES

- NEW-YORK: P.13
- LA VIDA LOCA: P.14
- INITIÉS: P.15
- S.A.E: P.15

### LETTRE OUVERTE: P. 16

Merci de nous avoir étouffés avec vos articles. Merci d'avoir haussé la qualité d'un cran selon la tangente de notre pente ascendante entre le capricorne et le cancer (n'importe quoi). Merci à l'*Homo sapiens* de ne pas penser trop souvent ; on sait bien que ça donne des migraines. Gloire au café et à nos cernes qui s'épanouissent. Merci à la BLSH d'ouvrir toute la *nuite a'st'heure*. Merci à Facebook de développer magnifiquement la tendance congénitale de l'humain à l'impertinence et à la procrastination. Merci à nos profs de *savouér t'écrire el franssa*. Merci à la FAECUM de garder aussi bien son troupeau lors des manifs. Merci au gouvernement de vendre le Québec à rabais. Merci au temps des fêtes d'être toujours plus orgiaque. Merci au mot «ostentatoire» d'être un grand incompris. Merci à la hausse des frais de scolarité : on aime ça nous autres, le *Kraft Dinner*. Et encore une fois, merci à vous de faire autre chose avec ce journal que remplacer le *pq* que vous ne pouvez plus vous payer. Gloire à la bière de fin de session. Merci de lire ces inepties ; le reste est mieux, ne vous inquiétez pas.

Jean-Pascal Bilodeau

- *Identités en construction*

- *L'abus de technologie est dangereux pour nos sociétés*

- *L'État et l'économie*

- *Et bien plus encore!*

LE BLOG DU POLÉMIQUE

journalpolemique.wordpress.com



# ACTUALITÉS

## ÉDUCATION UNIVERSITAIRE

### L'ÉVALUATION : UNE LOGIQUE DE L'IMPOSTURE?

Xavier Gagnon-Lagacé

Les démocraties occidentales sont entrées depuis déjà plusieurs années dans ce que j'appellerai une ère de la transparence. Désormais, les différents pouvoirs et activités de toutes sortes sont soumis à cette idéologie de la transparence. Avec la nouvelle imposition de celle-ci, la logique capitaliste de la performance a pu s'élargir à tous les secteurs de la société. Afin de répondre à ce besoin de constante régulation des activités, les pouvoirs ont mis en place un nouveau système de l'évaluation s'étendant à tous les domaines de la vie publique et des institutions: le système de santé, les institutions d'éducation, les universités et la recherche, l'organisation de la justice, le monde de la culture et de l'art et finalement, à l'ensemble des politiques publiques.

Ce système de l'évaluation n'est cependant autre chose qu'un mode par lequel le pouvoir exerce son emprise sur les différents savoirs, en prétendant fournir la norme du vrai. Ainsi, l'évaluation se pose comme un sur-savoir, un savoir sur le savoir.

Au premier regard, l'évaluation semble être le moyen de découvrir les défauts et les imperfections d'un système, d'une institution ou d'une pratique. Donc, l'évaluation serait nécessaire et de la responsabilité de tout gouvernement, peu importe ses penchants politiques. Dans cette logique, le fait de contester l'évaluation serait cautionner l'état actuel des choses et ainsi enlever à la société toute possibilité de critiques et de changements. En ce sens, contester l'évaluation serait donc la marque d'une démarche conservatrice.

Ce raisonnement de surface permet, pour les tenants de l'évaluation, de s'éloigner du cœur de son dispositif, à savoir une idéologie et un système. L'idéologie étant évidemment l'appareil de justification du système. Sous la logique de l'efficacité et de la performance se cache la justification de l'installation d'un système de contrôle social généralisé et homogène. Comme toute idéologie, celle de l'évaluation propose une image renversée du

réel, en transformant le négatif en positif et inversement. En définitive, les caractéristiques de l'évaluation ne sont pas efficacité, économie, adaptation,

innovation, mais bien paralysie, gaspillage, inadaptation et arbitraire. L'évaluation n'est rien d'autre qu'un exercice de pouvoir sur l'ensemble de la vie publique. Un pouvoir qui s'autoproclame, non pas simplement énonciateur de vérité, mais également comme instaurateur de valeur, comme norme de vérité. Il s'agit ici de faire passer pour une mesure objective, factuelle et chiffrée ce qui est un pur et simple exercice de pouvoir. Avec l'évaluation, le pouvoir a trouvé l'instrument assurant sa domination sur tous les secteurs d'activités.

---

*L'évaluation fonctionne comme un pouvoir, un pouvoir supposé savoir, un pouvoir qui prétend normer et réglementer le savoir.*

---

Avant l'installation du système de l'évaluation, il y avait évidemment des procédures d'évaluation mais celles-ci étaient reconnues comme subjectives; on corrigeait cette subjectivité par la confrontation des subjectivités et non par une prétention illusoire à l'objectivité absolue et quantitative. Ainsi, on comprenait que l'instauration de critères trop strictes risquait fortement de masquer le caractère inattendu ou particulièrement inventif d'une activité. Évidemment, ce système comportait des dysfonctionnements, des injustices et parfois même de l'arbitraire. Cependant, le système de l'évaluation, loin de remédier à ces imperfections, les généralise, les *objectivise*, de sorte que la correction par réexamen devient impossible, car inutile dans son principe.

Afin de bien comprendre le problème de la généralisation du système de l'évaluation, il faut revenir à la base, c'est-à-dire qu'est-ce qu'évaluer? Évaluer, c'est déterminer la valeur. Ainsi, l'évaluation suppose nécessairement l'établissement d'une échelle de valeurs, négatives et positives. Ensuite, le processus d'évaluation suppose nécessairement de comparer l'objet à évaluer avec des valeurs établies préalablement.

Le système d'évaluation se base donc sur cette logique qui pose à la base trois opérations problématiques en soi.

La première tient au fait qu'il faille fixer des valeurs. Ces valeurs qui sont posées avant le jugement sont problématiques puisqu'elles reposent elles-mêmes sur une appréciation préalable sur ce qui se vaut et ce qui ne se vaut pas. Paradoxalement, la question qui se pose alors est: que valent

ces valeurs posées en critères? Qu'est-ce qui garantit leur objectivité et leur universalité? Ces valeurs ont nécessairement été l'objet d'un choix et ceux qui ont fait ce choix n'étaient certainement pas de purs esprits désintéressés, ils avaient donc des intérêts particuliers. En ce sens, qu'est-ce qui nous garantit que ces valeurs ne sont justement pas l'expression de ces intérêts particuliers? Aucun système de valeur n'a d'objectivité inhérente et est donc en conflit avec d'autres systèmes de valeur, de sorte que l'installation d'un système particulier résulte nécessairement d'une volonté quelconque, mais surtout d'un acte, un acte de pouvoir.

Le second problème du système de l'évaluation est qu'il cache le caractère subjectif et relatif des valeurs posées à un moment donné, donc une détermination qualitative, derrière une détermination quantitative, grâce à une généralisation du chiffrage. Ainsi, la subjectivité se perd dans une mathématique de pacotille qui donne au système un lustre d'objectivité illusoire. Le but, sous la tromperie de la quantification, est de justifier un classement, une hiérarchie en matière de recherche ou de toute autre activité. Derrière le chiffrage, on retrouve donc une régulation politique de d'activités. Il s'agit pour le système de l'évaluation d'insérer dans l'Université et la recherche une logique qui est celle de l'entreprise et d'une vision managériale. Dans un monde fondamentalement marqué par la liberté d'initiative, la liberté de la recherche et la liberté d'esprit, l'évaluation, avec sa vision managériale, entend administrer, bureaucratiser et normaliser le détail des activités et des pratiques de savoir en les soumettant à des critères d'efficacité productivistes, voire industrielles.

La troisième problématique de l'évaluation prend forme dans la logique de l'idéologie de la transparence. L'évaluation ne parle que de transparence, alors qu'elle suppose l'obscurité. Ce langage de la transparence se doit de cacher la raison des valeurs posées et imposées comme si elles allaient de soi, alors qu'elles sont établies en opposition avec d'autres. Si la volonté qui pose ces valeurs devenait visible, l'arbitraire apparaîtrait à découvert,

l'obscurité devient donc de mise. Ainsi, l'évaluation est un système de contrôle qui n'aurait pas lui-même à rendre de compte. Qui contrôle les contrôleurs? Qui sont les contrôleurs? Ce sont des experts, dit-on. Mais qui nomme ces experts? Qui a expertisé leur capacité à expertiser et leur probité? Tout cela reste dans l'obscurité et doit le demeurer. L'évaluation fonctionne comme un pouvoir, un pouvoir supposé savoir, un pouvoir qui prétend *normer* et réglementer le savoir.

Avec l'évaluation s'instaure dans les établissements de production et de transmission du savoir une dynamique menant inévitablement à la paralysie, au gaspillage, à l'inadaptation et à l'arbitraire. En effet, l'évaluation entrainera nécessairement un effort pour se conformer à ses exigences et pour complaire aux évaluateurs, plutôt que d'avoir pour objectif la production de savoirs en entamant des recherches dont l'issue est longtemps incertaine mais dont les résultats, souvent inattendus, peuvent être décisifs et ainsi ouvrir des voies non accréditées dans des champs de recherche non directement productifs. Mais, en raison de l'évaluation, les individus et les groupes de recherche vont se conformer aux principes établis, aux valeurs accréditées. C'est la recherche et l'enseignement dans leur totalité qui peuvent être contaminés par ce grotesque. Le système de l'évaluation a transformé les universités, non pas en un lieu d'expression du désir de connaissance et d'un désir désintéressé de vérité, mais en un lieu de confrontation et de jeu de pouvoirs. On peut imaginer ce qui risque d'en résulter à terme : un déclin et une ruine de la recherche et de l'Université dont les conséquences vont beaucoup plus loin que le champ du savoir.

# et SOCIÉTÉS

## HAUSSE DES FRAIS : JE FINANCE, TU FINANCES, QUI FINANCE?

Mario Gebrayel

Alors que la grogne étudiante s'organise de plus en plus contre la hausse des frais de scolarité, le questionnement en profondeur sur le financement des universités québécoises tend à disparaître au profit d'une dichotomie « pour ou contre ». Je profite donc du Polémique pour faire valoir globalement ma pensée sur a) cette hausse des frais de scolarité et b) le financement global de l'éducation postsecondaire au Québec.

Si nous isolons la question de la hausse des frais de scolarité, cette hausse n'est pas parfaite, mais me paraît globalement acceptable. Avec quelques corrections, je ne m'y opposerais d'aucune manière. Je m'explique : présentement, le manque à gagner des universités québécoises s'élève à environ 600 millions de dollars, une situation intenable. Pour combler cette perte, le « plan de financement des universités québécoises » prévoit faire augmenter les revenus des universités de 25%, soit 850 millions de dollars. Les étudiants contribueront pour 265 millions de dollars alors que la part du gouvernement sera de 430 millions de dollars. Le plan reconnaît que cette hausse des frais de scolarité pourrait affecter l'accessibilité des plus pauvres, d'où une bonification de 300 millions de dollars (35% de 850 millions), soit plus que la contribution totale des étudiants, des programmes d'aide financière aux études et un élargissement des critères d'admissibilités. Les étudiants les plus pauvres, qui sont présentement éligibles à une bourse gouvernementale, ne subiront aucun endettement additionnel. Hausse incluse, le Québec sera la 2<sup>e</sup> province au Canada avec les frais de scolarité les moins élevés. La signature prévue d'un contrat de performance assurera le gouvernement que l'argent sera investie de manière à améliorer l'éducation des étudiants. Idéalement, je préférerais ne pas payer, mais compte tenu que les 3793\$ de droits annuels de 2016-17 représentent autant que les 500\$ exigés en 1968, je crois faire un bon compromis avec le gouvernement entre frais de scolarité et qualité d'enseignement.

Si cela n'en tenait qu'à moi, il faudrait que le gouvernement augmente sa part pour que

proportionnellement, les contributions de chacun ne changent pas, ou changent en faveur des étudiants. Ainsi, je conviens qu'il est inacceptable de faire passer la part du gouvernement de 54% à 51,4%, et du fait même, celle des étudiants de 12,7% à 16,9%. Investir dans l'éducation, mais au profit des étudiants, est ma devise. Il me semble que cela pourrait être une bonne piste de revendication des étudiants, au lieu de s'opposer catégoriquement à toute hausse, car au final, soit quelqu'un paie, soit l'on coupe dans l'éducation. Et à vrai dire, je ne vois pas où est le problème d'un investissement raisonnable de l'étudiant dans son éducation postsecondaire si c'est pour améliorer son éducation, si l'accessibilité est maintenue par l'amélioration des programmes d'aide financière et si le gouvernement aussi fait sa part, conservant les mêmes proportions de contribution. Le seul hic dans tout ça, c'est que la question de la hausse des frais de scolarité ne peut pas être isolée : le manque à gagner des universités pourrait être trouvé ailleurs que dans les poches des étudiants. Par contre, toujours faire payer le gouvernement, particulièrement alors que celui-ci finance déjà le système plus que n'importe quelle autre province au Canada en terme de pourcentages, n'est pas une solution viable à long terme.

Il faut réformer le système de financement global de l'éducation postsecondaire au Québec. Voici quelques pistes. Premièrement, et le plus important, la culture québécoise de l'éducation doit changer. Il est du *devoir* des parents d'investir, à la hauteur de leurs moyens, dans l'éducation de leur enfant, même lorsque ce dernier atteint l'âge adulte. C'est suivant cette logique que les programmes d'aide financière gouvernementaux relient revenu familial aux prêts et bourses. Actuellement, ce sont seulement 58% des étudiants universitaires qui reçoivent une aide de membres de leur famille, pour une somme médiane de 2000\$, représentant la deuxième source de financement des étudiants. Je ne peux pas croire que 42% des étudiants ont des parents pauvres au point de ne pas pouvoir investir un seul sous dans les études universitaires de leur enfant. À votre place, parents, j'aurais honte. Très honte. Deuxièmement, les universités pourraient, comme au HEC Montréal, vendre ou louer le nom des locaux des universités à des entreprises privées. Par exemple, au lieu

du B-2245, on trouverait le local Bombardier. Cette logique devrait aussi s'étendre au nom des bâtiments. C'est un moyen pour l'université de conserver son indépendance tout en allant chercher un (généreux) financement. Troisièmement, il me semble logique de faire en sorte que les frais de scolarités soient liés aux coûts de la formation ainsi qu'au revenu moyen que cette formation apporte. Le revenu futur et la formation d'un médecin sont bien plus élevés que le revenu futur et la formation d'un philosophe, ce qui justifie des frais de scolarité plus élevés pour l'étudiant en médecine. En d'autres mots, pourquoi le pauvre philosophe à la formation peu coûteuse devrait payer le riche médecin à la formation très coûteuse?

Concernant l'idée d'impôt postuniversitaire, d'une certaine contribution en pourcentage du revenu brut, je m'y oppose. Je trouve injuste que ceux qui ont le mieux performé à l'école et qui auront tendance à gagner plus d'argent lors de leur carrière paient davantage leur diplôme que ceux qui ont obtenus de mauvaises notes et qui auront tendance à gagner moins d'argent. Je le vois comme une manière subtile de taxer la performance scolaire, tous domaines confondus. À mon avis, on devrait établir un système de frais de scolarité en échange des notes obtenues. Par exemple, si l'étudiant obtient «A+», son cours est subventionné à 90% alors que s'il obtient «B-», il l'est à 50%, 25% s'il obtient «C-», et ainsi de suite. Ce serait un système qui récompenserait financièrement la performance scolaire et inciterait au dépassement de soi, au nivellement vers le haut, pour tous. Par contre, ceci est un autre débat.

Certes, je conviens que l'impôt postuniversitaire possède un réel avantage —et non le moindre— celui de l'accessibilité à tous, sans tenir compte des revenus. C'est un objectif auquel toute société devrait aspirer. Par contre, le réel drame n'est pas dans le pourcentage infime des gens qui veulent accéder à l'université et qui n'y arrivent pas à cause de raisons financières, mais bien les 29% (!) des jeunes du réseau public qui quittent l'école secondaire sans diplôme, le plus haut pourcentage au Canada.

Tel est le réel problème de l'inaccessibilité aux études postsecondaire.

## Mobilité sociale versus changement social

Chronique de Laurence Campeau

«L'inaction est une ère de repos où plus d'un se perd» -Loco Locass

Dans cette ère où tout s'oppose – les politiciens et les étudiants, Radio-Can et Quebecor, les CAQuistes et la cohérence – voilà une nouvelle opposition : les défenseurs de la mobilité sociale et ceux du changement social. D'un côté, la mobilité sociale, un système de croyance basé sur un idéal méritocratique, stipule que chacun

peut gravir les échelons de la hiérarchie sociale sur la simple base de ses efforts et de ses dons innés. Le fameux « si tu veux, tu peux » véhiculé par l'idéologie libérale nord-américaine, quoi. Et l'origine sociale, quant à elle? La résilience, panacée de tous les maux, viendrait en effacer le poids. Et qui n'a pas cette force incroyable de résilience est perçu comme faible. La réussite sociale ne serait donc qu'une question d'efforts, et l'origine

sociale ne pèserait que peu dans la balance.

C'est contre ce mythe du *self-made man* que les détracteurs de l'idée d'un

libre-arbitre permettant une véritable mobilité sociale s'élèveront. «Comment peut-on parler de mobilité sociale lorsque bien que vivant à 10 kilomètres l'un de l'autre, un enfant né dans Hochelaga-Maisonneuve et un autre né dans Westmount ne se croiseront probablement jamais, et surtout pas dans un établissement scolaire?», argumenteront-ils avec raison. Car la mobilité sociale n'est autre qu'un leurre auquel s'accrochent les victimes du discours ambiant selon lequel les gens qui ne «réussissent» pas dans la vie seraient coupables d'un manque de volonté et d'efforts. Et pourtant.

(Suite de la page 5)

**Les «pauvres», tous des fainéants?**

C'est en allant faire un tour à l'un des innombrables campements du mouvement *Occupons* que l'idée selon laquelle ceux qui ne s'élèvent pas socialement ne seraient que fainéants se voit démentie. Parce qu'après tout, dénicher un emploi au sommet de l'échelle, c'est bien, mais créer le changement social,

n'y a-t-il pas là un défi mille fois plus intéressant? Car c'est bien dans le se trouvent les chantiers. bien, mais créer le changement social, n'y a-t-il pas là un défi mille fois plus intéressant? Car c'est bien dans le changement social que se trouvent les outils en mesure de retirer les barreaux autour de la prison de la pauvreté qui enferme les strates inférieures de la société. L'atteinte de meilleures conditions ne provient pas de l'illusion d'une mobilité sociale accessible à tous, mais bien d'un changement social, qui ne peut être atteint qu'au travers de l'action collective. Reconsidérons les structures défaillantes de la société, plutôt que de tenter d'y faire seul son chemin. Individualisme *versus* coopération, donc. C'est ce que, dans mes rêves de social-démocratie les plus fous, j'aimerais que tous comprennent : laissons un peu de côté la compétitivité et faisons davantage de place à la coopération. Tous et chacun ne pourront que s'en trouver gagnants.

**La charité comme justice adoucie**

Les centres d'achats diffusent de la musique de Noel à tue-tête et les parades du Père Noel envahissent nos rues : le temps des fêtes est à nos portes. Comme chaque année, les mieux nantis se donneront bonne conscience en offrant dons et denrées aux différents organismes caritatifs. Comme si les pauvres ne mangeaient que dans le temps des fêtes, comme si de donner ainsi, de façon tout à fait éphémère, améliorerait le moindre des conditions des plus démunis de notre société. Bien au contraire, l'écart entre les riches et les pauvres se creuse au Canada à une vitesse encore plus écrasante qu'aux États-Unis.

La charité est nécessaire, me rétorquerez-vous, indignés de mon manque d'altruisme. D'accord, mais seulement parce qu'on manque de réelles solutions qui viendraient enrayer la pauvreté. L'abolition de la pauvreté ne passera pas par des dons, mais bien par un projet commun de société qui lutterait pour perméabiliser les strates sociétales. Mais encore là faudrait-il que l'idée que les pauvres sont les seuls responsables de leur condition s'efface de nos esprits. Car ici réside le véritable problème : la pauvreté ne devrait pas seulement être le souci des organismes caritatifs. Elle devrait être au centre de la politique. La philanthropie, c'est bien, le changement des structures défaillantes de nos sociétés, c'est mieux.

**Assis tranquillement sur leur sofa...**

Tout cela m'amène à nos chers amis Charles Tilly et Sidney Tarrow. Dans leur bouquin intitulé *Politique(s) du conflit*, ces derniers font état du problème suivant:

«On connaît bien les raisons pour lesquelles les sujets des régimes autoritaires se tiennent tranquilles la plupart du temps et ne s'insurgent qu'à l'ouverture manifeste d'une fenêtre d'opportunité. Mais pourquoi diable les citoyens de régimes démocratiques restent-ils si souvent dans leur fauteuil alors qu'ils ont le droit de résister? Alors que la démocratie a besoin de leur participation active?».

Un début de réponse à ce questionnement ultra-pertinent ne se trouverait-il pas dans l'idée que si l'on évolue dans un régime où la mobilité sociale est collectivement perçue comme inatteignable, nous rechercherons le changement social, puisqu'il s'agit de la seule solution qui s'offre à nous, alors que dans nos sociétés soi-disant démocratiques et justes, les aspirations aux grandes réformes sociales se font rares puisqu'on a implanté dans l'imaginaire collectif l'idée que de s'élever personnellement de statut social était accessible à tous? La réponse se trouve peut-être sous nos yeux... juste au-dessus de notre nombril.

**- Syrie et journalisme américain -****Une rose dans le désert?**

Camille Saade Traboulsi

En février 2011, le *Vogue* américain publiait sa revue avec pour thème « The Power Issue ». On y retrouve notamment un article sur Lady Gaga, qui fait la couverture du magazine, sur Sandra Lee, la femme du gouverneur de New-York, et sur les nouveaux sourcils du mannequin Arizona Muse... un autre article de cette édition à refait surface dans mon esprit

il n'y a pas longtemps. Il porte sur la première dame de la Syrie, Asma al-Assad, la femme du président Bashar. Intitulé « A Rose in the Desert », l'article de Joan Juliet Buck décrit la vie de famille et les activités pacifiques et charitables de cette femme intègre et d'un grand chic dans une Syrie qui lui tient à cœur, mentionnant Massar, une organisation créée par Asma en 2005 qui permet à des milliers d'enfants de « s'engager dans des approches créatives et informelles dans le but d'en apprendre plus sur la responsabilité civique ».

**L'ironie peut-elle être plus puissante?**

La parution de cet article n'aurait pas pu plus mal tomber. En effet, quelques semaines plus tard, les actes de révolution contre le régime du président commençaient à germer en Syrie. *Vogue* a certainement dû comprendre cela puisqu'il est impossible de retrouver cet article sur l'Internet. Effectivement, le magazine a décidé de le rayer des archives, ce qui a interpellé beaucoup de personnes. Introuvable sur le web, et je me félicite maintenant d'avoir une copie papier en ma possession. Cette autocensure contraste fortement l'aspect démocratique et libre que tente de projeter les États-Unis. La liberté de presse n'est-elle pas une liberté fondamentale ? Personne n'a à être embarrassée de ses opinions. Des excuses officielles auraient été adéquates si le magazine se sentait mal à l'aise face à la publication d'un portrait plutôt doux du régime du président syrien. En effet, bien que qu'il ne traite pas directement de politique et ne parle pas de façon explicite du président lui-même, l'article dépeint néanmoins le président et sa femme comme étant des démocrates libéraux allumés dans un régime doux et moderne comparé au reste du Moyen-Orient. Que faire des milliers de morts et de prisonniers capturés à ce jour en Syrie? Que faire des propos tels que « la maisonnée fonctionne largement sur des principes démocratiques. On vote tous sur ce que l'on veut, et quand on le veut » jumelés à une photo de Bashar al-Assad jouant paisiblement avec ses enfants? Des propos de la première dame qui se cache maintenant en Angleterre - «chacun doit prendre sa responsabilité pour faire avancer ce pays, c'est au sujet de la force dans une société civile » - et « En Syrie (...)tout est à propos des coutumes et d'un esprit ouvert: cela ne doit pas être perdu » et de ceux du président qui finissent l'article en beauté, lui qui parle de paix devant le concert annuel de la chorale des enfants de Al-Farha: « Tous ces styles appartiennent à notre culture. C'est comme cela que l'on combat l'extrémisme, par l'art (...) C'est cette diversité que l'on veut voir au Moyen-Orient. C'est comme cela que l'on peut atteindre la paix! ». C'est beau, n'est-ce pas? J'en ai presque la larme à l'œil.

Mais le plus insultant ne sont pas ces paroles sourdes qui font écho à la brutalité de la réponse du président envers les protestants du régime. Ce qui est révoltant est en fait la réponse du magazine *Vogue* face à cet incident. Le mensuel a bien le droit d'avoir honte de ces propos, mais comment se donne-t-il le droit de faire disparaître toute preuve de l'existence d'un article sur la toile, action qui est une atteinte directe à la liberté d'expression, comme si de rien n'était, sous le seul prétexte qu'il est un inconvénient à son image. C'est plutôt cela qui est dictatorial...



© Ammar Abd Rabbo

# DESPOTISME & UTOPIE

Pierre-Olivier Valiquette

*Je dois vous avouer, j'ai longtemps réfléchi avant de choisir le sujet de ce papier. J'en cherchais un lié à la politique, passé et actuel à la fois. Surtout, je voulais qu'il soit obscur. De là m'est venue l'inspiration de rédiger un article sur les systèmes les plus despotiques et les sociétés les plus utopiques. C'est dans cet optique que je me suis concentré sur ce que je considérais comme des cas extrêmes et inconnus. Enquête sur des régimes sans commune mesure.*

## LES DESPOTES.

La Chine, au III<sup>e</sup> siècle avant J.-C., était en guerre perpétuelle. Cette situation entraîna un développement fulgurant de l'industrie métallurgique accompagné d'un exode rural. Pour la première fois de son histoire, le pays du milieu voyait apparaître une classe bourgeoise intellectuelle dans ses grandes villes. Une nouvelle doctrine philosophique vit le jour, la philosophie *légiste* qui rapidement devint très populaire (elle existait néanmoins avant mais prit de l'ampleur durant cette époque). Elle consistait en ni plus ni moins qu'une doctrine s'apparentant à une tyrannie absolue dont le but ultime était la création de l'État Absolu Parfait. On pourrait, selon celle-ci, l'atteindre en contrôlant, surveillant et sanctionnant les masses.

Entre temps, la Chine fut unifiée et cette pensée continua à fleurir. En effet, les légistes avaient une grande influence auprès de Shi Huangdi (-259 à -207), le premier empereur (celui qui unifia la Chine), et le poussèrent à user au maximum de tous les pouvoirs dont il disposait. Les légistes étaient créatifs ; ils mirent au point des lois tordues comme, par exemple, la loi réflexe. Cette loi n'était pas formelle mais inscrite sur le corps (supplices physiques tous plus horribles les uns que les autres) de telle façon qu'aucun ne voudrait jamais la transgresser. Pour faire bref, la torture était si terrible que personne n'aurait su oublier l'acte proscrit par la loi. Les bourreaux travaillaient sans relâche à cette époque et des écoles de torture ouvrirent un peu partout dans l'empire. Et les légistes ne s'arrêtèrent pas là ; ils promulguèrent ensuite l'interdiction de penser. Les écrits devinrent des armes.

Dès lors, en lire un, c'était s'attaquer au gouvernement. Mais ce n'était pas suffisant ; les légistes poussèrent l'expérience encore plus loin et l'intelligence fut dès lors proscrite. Comment restreindre l'intelligence ? Aisé, en faisant travailler la population sans répit car le repos est

propice à la réflexion et donc à l'intelligence. Vivant toujours dans la crainte, les populations finirent par se surveiller et s'entre-dénoncer, espérant ainsi s'attirer les faveurs du souverain ou, du moins, éviter sa colère.

On observe là une situation qui préfigure bien ce qui arrivera sous le gouvernement de la République Démocratique Allemande (RDA) presque 2200 ans plus tard. Comme quoi un tel laps de temps n'a que peu changé la nature intrinsèque de l'homme. Malheureusement pour les légistes, Shi Huangdi, à force de promulguer des édits pour protéger son pouvoir contre toutes menaces extérieures, finit par devenir paranoïaque. Tel Staline, il fit des purges dans son gouvernement, parmi les légistes notamment. Cette philosophie et ses disciples disparurent en même temps et les Chinois n'osèrent plus jamais s'en réclamer suite au règne du premier empereur.

## «Est-il possible de constituer une société idéale ?»

Un autre exemple que j'ai déniché pour vous est celui du calife Al-Akim (985-1021) (membre de la dynastie des Fatimide). Celui-ci résidait au Caire et était émerveillé par les pouvoirs que lui conférerait sa fonction. C'est de cette fascination que découlèrent à la fois l'absurdité et l'horreur de son règne. Ainsi, il décida d'explorer les ultimes limites de son pouvoir en prenant pour cobaye sa propre population. Il instaura des mesures aussi draconiennes que d'interdire le travail de nuit sous peine de mort. Se promenant déguisé en itinérant, il surprenait les gens qui contrevenaient à la loi et les faisait brûler. Par la suite, il inversa d'un coup la législation et le labeur de jour fut prohibé. La masse lui obéit au doigt et à l'œil et il décida de pousser l'expérience plus loin encore. Commença alors la mise en place de mesures beaucoup plus graves et incohérentes. Il proclama l'interdiction et la destruction de tout ce qui avait trait à la religion chrétienne et juive dans son royaume pour ensuite, des années plus tard, légaliser de nouveau ces cultes et leurs traditions. Il fit la même chose avec les rites sunnites pour encore une fois, soudainement, les rendre légales à nouveau avant de punir ceux qui firent du tort aux croyants.

Si ce calife demeure un mystère pour bien des historiens et si plusieurs l'accusèrent plausiblement d'être fou, sa mort est tout aussi étrange. Un jour, on retrouva ses vêtements, maculés de sang. Quant à son corps, il disparu pour tou-

jours. On peut cependant aisément imaginer qu'il fût assassiné par quelques mécontents. Ces deux exemples sont très atypique, mais ils illustrent bien que l'être humain est capable du pire. Est-il aussi capable du meilleur ?

## L'UTOPIE.

Est-il possible de constituer une société idéale ? Peut-être pas, mais certains s'y sont essayés et de là est née une utopie qui existe encore de nos jours. Son nom ? Auroville<sup>1</sup>. Ville d'Inde pensée et créée par le philosophe bengali Sri Aurobindo et la philosophe française Mira Alfassa, elle fût construite en 1968. Son but ? Devenir le village idéal afin d'atteindre l'unité sociale absolue, loin de la politique, des nationalismes et des croyances religieuses. Soutenu par l'UNESCO, ce village en forme de galaxie a pour centre une énorme sphère dorée qui sert de lieu de méditation. Cette bourgade accueille des gens de tous les pays venus vivre un mode de vie différent, moderne, mais non contemporain. Dans cette ville, il n'y a pas d'impératif banquier, seuls l'éducation et le bien-être sont importants. L'unique dépense pour un habitant est la construction de sa maison ; le reste est fourni. D'autre part, Auroville est complètement indépendante en termes de ressources, produisant de l'énergie grâce à des éoliennes et cultivant ce dont la ville a besoin dans son environnement aride.

Bien que la ville ait connu un succès mitigé, avec sa population de 2200 âmes (alors que les prévisions initiales étaient de 50000) principalement d'origines européennes et indiennes, elle est l'un des rares exemples de société utopique existante et viable et c'est de là que vient tout l'intérêt de cette ville.

Malheureusement, bien que plusieurs auteurs aient écrit par le passé leur propre vision utopique de la société idéale, très peu de volonté et d'énergie ont été accordées à la mise en œuvre de ces projets. L'être humain a bien plus souvent créé des systèmes tyranniques que des systèmes humains et égalitaires. Le communisme à l'époque, malgré ses belles promesses, a été un lamentable échec et n'eut été de ma volonté de choisir des exemples moins familiers, j'aurais très bien pu inclure l'U.R.S.S. de Staline. Quant à la dernière utopie en date, *Occupy Wall Street* et ses dérivés, combien de temps durera-t-elle avant que notre société n'en vienne à bout ?

<sup>1</sup> Si vous êtes intéressés par cette ville, vous pouvez visionner le documentaire *The India Trip* réalisé par un professeur de Concordia qui y a vécu un an avec sa famille.

# DOSSIER

## LA «DIFFÉRENCE D'AVEC SOI»

Laurence Campeau  
Jean-Pascal Bilodeau

7 milliards d'êtres humains.

7 milliards d'individus se réclamant d'une identité propre, d'une place précise dans l'univers, de références auxquelles s'accrocher.

Pas étonnant que l'on se questionne sur ce fameux Soi, sur sa relation, parfois trouble, avec l'Autre, sur le rapport entre l'identique et l'authentique, sur l'aspect collectif de ce questionnement identitaire.

À la naissance de ce 7 milliardième enfant de l'humanité, peut-être avez-vous comme nous éprouvé un certain malaise. Partout dans les médias, cet événement fût soigneusement dépeint comme un fait dramatique, quasi-apocalyptique.

Nous vous posons la question : n'aurait-on pas plutôt dû en profiter pour célébrer la vie?

Car si l'on y réfléchit bien, on se trompe peut-être de lancer ainsi sur la surpopulation un regard accusateur. C'est plutôt vers notre anthropocentrisme exacerbé, vers notre ahurissant mépris envers la fragilité des ressources limitées de la Terre, vers cette surconsommation dépassant toujours plus les limites de l'acceptable que nous devrions pointer ce regard.

La naissance d'un nouveau bébé ne devrait jamais être vue comme un fardeau pour l'humanité.

Tout un défi, on en conviendra donc, que s'est lancé *Le Polémique* de plonger dans la question identitaire. Pourquoi, au juste, s'être donné une mission aussi vaste et complexe?

Parce que personne n'échappe à la question identitaire.

L'identité est omniprésente. Elle est le lieu de convergence de toutes les sciences, tous les arts et même, en extrapolant un peu, de l'humanité entière. Car de la conscience naît l'humanité, et de cette humanité la question identitaire. *Je pense donc je suis*. Mais si je pense, qui suis-je?

Jacques Derrida, philosophe de la déconstruction, parlait de l'identité comme de la «différence d'avec soi». Et s'il s'agissait en fait de la conscience d'un soi allant au-delà des limites de notre perception?

C'est toutefois sans la prétention d'avoir toutes ces réponses que nous vous soumettons ce thème. Identités en mouvances. Parce que rien n'est moins statique que cette narration que nous faisons de nous-même, située quelque part entre notre vécu et notre perception de notre place dans l'univers. Et puis, de toute façon, qu'on se le dise : qui tient vraiment à connaître toutes les réponses? L'inconnu sera toujours plus fascinant, et à plus forte raison lorsqu'il s'agit de sa propre personne, de son propre avenir.

Nous vous invitons donc sans plus attendre à venir vous perdre avec nous dans les dédales identitaires de l'être humain.

Et entre deux questionnements existentiels, n'oubliez surtout pas de célébrer la vie.

Polémiquement vôtre,  
Laurence Campeau et Jean-Pascal Bilodeau

## Un pour tous, tous semblables L'hégémonie identitaire du néolibéralisme

Gabriel Leblanc

Depuis les années 1990, un nombre grandissant d'États se sont vus aspirés dans le puissant courant de la mondialisation. Plusieurs manifestations concrètes permettent d'en faire la constatation, entre autres la diffusion accélérée de l'information grâce aux moyens de communication en constante évolution, mais aussi grâce à l'adoption de politiques se référant à la logique néolibérale dans un nombre croissant de pays. Cette économie de marché de plus en plus mondialisée sous les rênes d'un système unique amène au questionnement : est-il réellement possible d'imposer un seul système dans un monde gorgé d'acteurs évoluant dans des contextes sociaux très différents? Réflexion sur la possibilité de voir évoluer des identités multiples sous le joug d'une pensée singulière.

L'implantation du néolibéralisme au niveau global, promue et accélérée par les institutions financières internationales, implique qu'il existe un système étant capable d'intégrer les besoins et les contextes sociaux de toutes les populations. Mais, dans les faits, les réalités particulières propres aux différentes nations démontrent l'incompatibilité d'un système uniformisateur dans un monde aux cultures variées. Certaines contestations, notamment le mouvement zapatiste dans les Chiapas au Mexique en 1994, ou encore le regroupement massif de 50 000 personnes issues de milieux différents pour dénoncer les inégalités créées par le système néolibéral à Seattle en 1999, sont là pour le démontrer. De ces observations se dégage une idée voulant que l'identité soit indéfectible, et que, reprise au pluriel, elle soit incompatible avec le monde homogène préconisé et indispensable au système néolibéral.

En effet, de plus en plus de communautés et de groupes s'insurgent contre les pratiques néolibérales. Étonnamment, le monde n'assiste pas à la naissance d'un mouvement uniforme se trouvant simplement à l'antipode de la pensée dominante. Au contraire, ce sont des groupes d'intérêt assez disparates qui s'y opposent. Parmi eux, on retrouve entre autres des ouvriers de pays riches et pauvres, des paysans, des écologistes, des églises, des pacifistes ou encore des associations de défense des droits de l'Homme; autrement dit, une multitude d'individus cherchent à démontrer que le néolibéralisme n'est pas compatible avec ce monde aux identités multiples.

Si une recherche plutôt analytique tend à démontrer cette tendance, l'histoire semble aussi s'y raccorder. Effectivement, ce sont 300 000 personnes qui ont protesté contre le G-8 à Gênes en 2001. Le même nombre de protestants était à Barcelone en 2002 pour le Conseil européen et un million se trouvaient à Florence plus tard durant la même année pour la fermeture du Forum social européen. Ce qu'il faut connaître sur ces manifestations massives, c'est qu'elles étaient soutenues par des gens aux intérêts divergents, ce qui implique que nous ne sommes pas en présence d'une confrontation bipolaire d'idéaux. L'acceptation des différences serait donc la clé de l'harmonie. On peut alors comprendre une fois de plus à quel point l'identité doit être prise à part pour être traitée convenablement, mais aussi ce qu'un système unique a d'inadapté et de limitatif.

Si on peut reprocher aux contestataires de ne pas proposer d'alternatives concrètes à un système considéré naturel par ses tenants, mais qui paradoxalement ne s'imposerait sans doute jamais sans l'aide d'institutions financières hégémoniques, on peut quand même y déceler le germe d'une solution. En effet, dans un univers marqué par la diversité des réalités sociales et des cultures, un monde aux identités divergentes, aux aspirations particulières avec l'acceptation des différences semble être la solution pour l'émancipation naturelle du système. Autrement dit, c'est dans l'hétérogénéité des identités, et non dans son homogénéisation impossible telle que suggérée par le néolibéralisme, que réside le secret d'un monde aux bases solides et profitable pour tous.



# 7 milliards d'identités

## « PAS ENCORE UNE GÉNÉRATION DE JEUNES BLASÉS ! »

Kim Chatillon

*Un remerciement tout particulier à Daniel Blemur pour son esprit formateur et parfois subversif.*

Qu'est-ce qu'on entend par désengagement et quelles seraient ses sources, si désengagement il y a? Assistons-nous à un déclin ou à une transformation de l'engagement politique chez les jeunes? Je me suis lancée dans cette quête, en réaction d'abord, puis par conviction ensuite.

### Les sources historiques et psychologiques

*L'engagement des jeunes des années 1970 fait-il pâler le nôtre?*

Qu'est-ce qui a contribué à répandre cette fausse affirmation, facile, voire paresseuse, mais surtout non critiquée du faible engagement des jeunes Québécois?

Le désengagement apparent de notre génération prend pour point de comparaison les mouvements contestataires des années 1960 et 1970. Contrairement à mai 1968, à la Révolution tranquille et à la naissance du mouvement souverainiste, nos manifestations semblent en effet n'exercer qu'une faible attraction sur les jeunes et sur les classes décisionnaires.

Les baby-boomers n'avait rien à perdre et tout à gagner. Ils avaient des besoins et descendaient dans les rues pour en revendiquer l'obtention. Cette affirmation prend davantage de sens lorsqu'on connaît les caractéristiques démographiques de l'époque. Leur poids était d'une telle ampleur que les sociologues parlaient alors d'un rajeunissement de la société : « en 1956, les moins de 20 ans représentaient 43 % de la population, maintenant, ce groupe d'âge ne représentait plus que 24,4 % en 2001 ». Le vieillissement actuel de notre population entraîne des conséquences majeures sur l'équilibre général de la société, notamment en ce qui concerne la solidarité entre les générations. Ceux-là mêmes qui revendiquaient jadis la gratuité scolaire réclament aujourd'hui la hausse des frais de scolarité pour faire baisser leurs impôts. Somme-nous en moyen de faire contrepoids? Les baby-boomers représentent 31 % de la population et sont ceux qui ont le plus haut revenu moyen.

Si les jeunes, les 18 ans à 29 ans, semblent peu engagés, est-ce que les 42 ans à 65 ans le sont davantage? Monopolisant l'arène politique, sont-ils encore inspirés (et inspirants) et peut-on affirmer qu'ils travaillent activement à créer un monde meilleur pour les générations futures? Il semble plutôt que le monde adulte s'est déresponsabilisé de notre destin collectif, de sorte que le mouvement politique ne répond plus à nos besoins. Mais au fait, quels sont nos besoins? On rapporte que les jeunes ne veulent pas remettre en question le système dans lequel ils fonctionnent, parce qu'ils considèrent que celui-ci leur convient assez bien ou encore qu'une majorité des jeunes dans la vingtaine n'es pas prête à investir ses énergies dans une action collective et politique. Quelques étudiants vont jusqu'à souligner «le bien-fondé des activités radicales passées, mais la plupart d'entre eux jugent que le radicalisme et l'action de revendiquer sont des moyens extrémistes utilisés pendant les années 1970 et qui ne s'adaptent pas à l'époque présente ». La jeune génération semble actuellement faire face à un vide, à une perte de sens : tout se passe comme si les jeunes ne *voulaient plus vouloir*. Pourquoi ? On peut postuler que le manque de volonté vient du manque de besoins. Car sans besoins apparents, sans motivation individuelle, il est si facile de dire qu'une action politique « ne sert à rien ».

### Exploration

*Y a-t-il une volonté de se dissocier du politique?*

« À l'ère de l'individualisme, les jeunes n'adhèrent plus à cette idée d'expérience commune ». La baisse de la participation électorale n'est pas tant un phénomène généralisé à l'ensemble de la population qu'un phénomène générationnel. Depuis 1988, ce sont les individus nés après 1970 qui désertent l'exercice du droit de vote. Les jeunes sont également peu représentés dans l'échiquier politique traditionnel : « les jeunes sont le groupe d'âge avec la plus faible représentation à l'Assemblée nationale. En 2003, on comptait 1,6 % des députés âgés entre 18 et 29 ans tandis que ce groupe d'âge représentait 20,3 % de la population ». À première vue, on pourrait presque parler d'une forme de ghettoïsation de la jeune génération; un mépris véhiculé dans les médias qui engendrerait une résignation par rapport à la société des baby-boomers. Il semble presque que le désengagement des jeunes coïncide avec l'avènement des sondages

médiatisés : « donner la parole à l'opinion pour faire taire le peuple ». Toutefois, le désengagement politique des jeunes semble prendre nais

sance dans des causes plus profondes qu'une réaction au diktat des boomers. Un engagement politique entraîne nécessairement des revendications. Or, qu'avons-nous à revendiquer? La politique comme exercice collectif et non comme *self-service*.

**La protestation et les manifestations ne mènent pas directement aux changements, c'est la prise du pouvoir effectif qui le permet.**

En 1990, on retrouve peu de mouvements de mobilisation sociale et politique. Le néolibéralisme des années 1980 a encouragé la perte de crédibilité des actions collectives. Il est possible d'aligner d'autres causes structurelles, mais je propose plutôt un regard plus intrusif sur notre relation et nos perceptions du politique. Une courte généalogie est de mise. Pour le citoyen de la Grèce antique, l'exercice d'un rôle actif dans la vie politique était indissociable du rite de passage à l'âge adulte. Aujourd'hui, la notion de majorité fait encore directement référence au moment où l'individu acquiert ses droits et responsabilités civils. Ce passage obligé correspond à l'acquisition des habiletés citoyennes. Mais qui nous transmet cet héritage? Le système d'éducation : lieu de savoir qui a depuis longtemps abandonné la quête d'émancipation des Lumières pour l'optimisation de ses ressources et l'efficacité de son corps professoral? Cette notion de responsabilité ne serait-elle pas justement la pierre angulaire du désengagement politique des jeunes Québécois? La régression de l'espace public au profit de l'espace privé et la commercialisation d'une jeunesse « pop » et de « free yourself » par l'industrie culturelle semblent avoir arraché les jeunes au milieu politique. Le politique étant devenue le symbole d'une contrainte d'autorité, qui demande un effort, contrairement à l'industrie du divertissement qui promet, non pas une lutte idéologique où l'échec est possible, mais le simple assouvissement de notre besoin de plaisir. On assiste alors à un regrettable « free yourself from political power ». Est-il possible d'avancer que notre refus de l'âge adulte dans son aspect de participation au monde commun prend en partie ses origines dans notre appropriation d'un modèle culturel capitaliste? L'ennemi devient de plus en plus difficile à identifier. Il est toutefois intéressant de faire le rapprochement entre le goût pour l'instantané, l'imitation et le caractère festif, désarticulé et refusant toutes formes d'autorité du mouvement altermondialiste.

Nous assistons à l'émergence d'une nouvelle militance en réaction aux crises néolibérales : l'*altermondialisme*. Les médias ont toutefois beaucoup de difficulté à saisir ce mouvement et l'accusent de ne pas présenter ses arguments sur une plate-forme traditionnelle du type « qu'est-ce que vous proposez comme solutions? ». La majorité de la population au Québec a tendance à l'associer avec une forme de radicalisme et d'extrémisme, comme si la révolte qu'il exprime n'était pas légitime.

### Les solutions

*Existe-t-il encore une foi pure et dure dans l'action politique?*

On véhicule l'idée que pour rejoindre les jeunes, il faut aborder des questions qui les touchent et les informer par le médium qui les intéresse. À titre d'exemple, le Conseil permanent de la jeunesse propose d'intégrer des cours d'éducation à la citoyenneté et d'installer systématiquement des bureaux de vote dans les cégeps et les universités afin de faciliter le vote des étudiants. Cela permettrait aux étudiants qui ne se sentent pas concernés par le discours et les actions politiques actuels de s'y intégrer.

La prise de pouvoir politique ne rime pas avec facilité et accessibilité. Le politique est d'abord une lutte pour le contrôle du pouvoir légitime. Pour ce faire, l'individu qui accepte une position d'autorité et de responsabilité au sein de l'État est possiblement soumis à une série de contraintes normatives. Sommes-nous à ce point rebutés par l'effet de ces contraintes sur notre intimité que nous refusons de jouer notre rôle?

Le désengagement des jeunes n'est toutefois pas répandu à l'ensemble des jeunes du monde. Les révoltes qui font les manchettes, autant en Grèce, en Espagne qu'au Chili sont mues par une impulsion de mobilisation chez les jeunes. La volonté de changement vient de l'intérieur, nous ne devrions pas nous attendre à ce que l'État actuel organise son renouvellement et son progrès.

## L'identité européenne, genèse ou chimère?



Grégoire Domenach  
Daniel Ohanian

*Grégoire Domenach et Daniel Ohanian sont étudiants français à Montréal. Dans le dossier consacré aux identités, ils ont tenu à faire part de leurs dissensions sur l'existence d'une identité européenne. Le premier est partisan de l'émergence d'un sentiment européen tandis que le second se réfère à la primauté de l'identité nationale.*

**Ohanian** : L'Europe est dès l'origine une conception erronée. Pendant longtemps, ce sont les religions qui l'ont cimentée, à cause notamment des guerres les concernant. La guerre de trente ans en est une illustration simple. Avec la naissance de l'Europe démocratique au XXe siècle et de l'Europe économique post-seconde guerre mondiale (CECA, traité de Rome, puis Maastricht), dont les sociétés constitutives – consommatrices et malléables – ont oublié le rôle fondateur qu'a joué la religion dans l'identité européenne, la Foi en l'Europe a été sacrifiée sur l'autel du capitalisme mondialisé, qui tend à rendre l'identité européenne caduc.

**Domenach** : Dans la grande histoire européenne, la religion me semble être davantage un facteur de division, jusqu'à l'intérieur même des États (épisode de la Saint-Barthélemy, l'épiscopat dans la guerre civile espagnole, ou bien encore l'Irlande du Nord...) qui nous éloigne du sentiment identitaire européen. Il faut comprendre l'Europe moderne comme le résultat d'un processus fastidieux qui prend racine dans un couple unissant la volonté de paix entre les nations, autrefois déchirées, et la prospérité économique d'après 1945. L'Europe n'est pas un raisonnement territorial, ou une conception géographique, mais bien l'embryon d'une aspiration à dépasser la guerre et les divisions. Je crois Renan visionnaire lorsqu'il évoquait ainsi « les nations ne sont pas quelque chose d'éternel. Elles ont commencé, elles finiront. La confédération européenne, probablement, les remplacera. »

**Ohanian** : Je vous l'accorde, mon cher Domenach, la religion en Europe a été autant un vecteur d'union que de division. N'oublions pas le temps où les empires européens étaient cimentés par l'appartenance à un dogme religieux. Avant d'évoquer l'identité, il convient de nous poser les justes questions à propos de l'existence de l'Europe : comment concevoir une identité sur une illusion politique ? Comment bâtir sur le néant ?

**Domenach** : La gestation du sentiment identitaire est indissociable de la déclinaison des identités forgeant un individu : identités locales, régionales, nationales, et à l'avenir sans doute, supranationales. Elles passent – ou sont toutes passées – par des illusions politiques et des mythes fondateurs. La République française en est par ailleurs assez friande et s'est souvent appuyée sur la violence culturelle afin d'enrichir l'identité nationale (brisant les langues et les coutumes locales, par exemple). Toutes les identités sont le fruit d'illusions, mais d'illusions nécessaires, car elles cèdent ensuite le pas à des symboles qui ne sont pas illusoire et permettent le dépassement des chimères. L'exemple du drapeau européen que l'on retrouve sur le portrait du Président de la République française illustre mon propos. Il faut laisser le temps aux symboles que vous refusez d'être intériorisés.

*« Toutes les identités sont le fruit d'illusions, mais d'illusions nécessaires, car elles cèdent ensuite le pas à des symboles qui ne sont pas illusoire et permettent le dépassement des chimères. »*

**Ohanian** : Il me semble que vous, les Européens fort convaincus, ne vous attaquez jamais au fond du problème, que vous ne posez jamais les vraies questions, pétrifiés par la peur de la copie blanche, sans doute. Par votre raisonnement, vous entendez vouloir vider la mer à la petite cuillère : vous pensez qu'il s'agit d'agiter des symboles et des drapeaux pour construire une identité et une confédération politique ! Aussi, sur quelles frontières reposent votre entité soi-disant culturelle, frontières d'ailleurs qui génèrent nombre de conflits internes au sein de l'Union Européenne ? Est-ce que l'Europe s'arrête à l'Oural, par exemple ? Faut-il considérer la Turquie comme Européenne ? Et sur ces questions, Français, Allemands, Italiens, Slovaques ou Espagnols sont-ils tous d'accord ?

**Domenach** : La page blanche que vous évoquez n'est pas une peur, elle peut-être une toile de départ à la création d'un chef d'œuvre ! Vous évoquez les frontières à une époque qui les voit devenir plus malléables, souvent remises en cause, et tendent même à disparaître, au profit d'une libre-circulation des Européens sur leur continent. Comment ne pas s'en réjouir, mon cher ami ? Je ne suis pas un grand partisan

d'une Europe à mille États, certes, mais l'on discerne bien que le jour où l'Europe arrêtera sa croissance, elle devra se poser la vraie question de son statut politique et de l'avenir commun de ses citoyens. Fécondera-t-elle un rassemblement unique, d'hommes et de cultures si différentes, de forces économiques qui convergent ? J'ose le croire. Les conflits entre les États doivent être perçus comme une chance et une possibilité de renforcement. On ne peut demander à 500 millions d'individus d'hocher la tête sur les enjeux que vous introduisez. Ralentissons déjà l'ouverture économique et accélérons le développement institutionnel.

**Ohanian** : Les frontières que vous méprisez ont joué un rôle incommensurable dans la construction identitaire des nations européennes. Demandez donc aux Alsaciens si le rôle des frontières n'a pas été prépondérant. Je vous rafraîchirai aussi la mémoire en rappelant que l'éclatement du joug communiste en Yougoslavie, à la mort de Tito, a embrasé le sentiment identitaire régional pour finir dans un bain de sang. Comment voulez-vous donc unir les hommes contre leur volonté ? Les velléités locales en Europe finissent toujours par ressurgir, que vous le vouliez ou non. Il ne sert à rien non plus de fermer les yeux sur les groupes indépendantistes de nos pays, ETA ou FLNC, entre autres. Au totalitarisme communiste qui a régné sur une partie de l'Europe, pendant un demi-siècle, vous lui substituez un totalitarisme démocratique, mondialisant, internationaliste que les peuples refusent.

**Domenach** : Vous aurez constaté dans les journaux de ces dernières semaines que l'ETA a choisi de déposer les armes, preuve que les luttes peuvent aussi s'éteindre au profit d'un projet démocratique. Quant aux Alsaciens, je pense qu'après deux guerres mondiales pour des enjeux territoriaux ou idéologiques, ils savourent sans doute la disparition des frontières, et avec elle, la menace incessante de la guerre et de la destruction. Les frontières que vous vantez me semblent être davantage des antichambres du nihilisme que de la fierté.

**Ohanian** : Nous pouvons constater en ce moment à quel point une décision commune en Europe relève d'une complexité invraisemblable... Les négociations tumultueuses sur le sort de la Grèce, les divisions concernant l'intervention en Lybie, ou encore les distorsions sur l'intégration d'un État palestinien à l'ONU... Les États européens raisonnent de manière nationale, avec des méthodes nationales, et aucunement supranationales.

La seule chose que l'Europe a réussi à faire, par le biais de ses instances économiques, est d'avoir été le cheval de Troie de la mondialisation, donc de la perte de souveraineté, conduisant enfin au recul des identités nationales. L'Europe n'a pas réussi à supplanter à l'idée nationale une autre identité, la faute sans doute à une éducation européenne en France uniquement fondée sur le couple Franco-Allemand. Aux oubliettes donc, les récents pays intégrés à l'UE et quid de leur identité ?

**Domenach** : Cette conception de l'idée nationale est sinon passéiste, bien trop sclérosée. Elle est, à mon sens, en digression par rapport au mouvement perpétuel de l'Histoire. Certes, on ne gomme pas des gouvernances nationales et pluriséculaires en quelques décennies. Néanmoins, les identités nationales me semblent véritablement à bout de souffle. Elles se débattent dans leur perte de repères et leurs valeurs fondatrices. Et pourquoi l'Europe ne serait-elle pas la voie d'une Renaissance identitaire, avant toute autre chose ? Vous parlez de l'éducation européenne, mais que faites-vous par exemple de la réussite du programme Erasmus, qui fait entremêler toute la jeunesse européenne ? Sur le plan économique, je conviens enfin que le libre-échange mondialisé est notre ennemi commun. C'est pourquoi je vois dans le protectionnisme le salut de nos nations, et l'outil de notre identité en chantier.

**Ohanian** : Soulevons un point crucial ; la relative bonne entente Franco-Allemande. Par ailleurs, vous insinuez que le protectionnisme sera un formidable générateur identitaire. Or, je pense qu'une identité ne se forge pas sur des valeurs économiques, mais qu'elle est plutôt le produit d'une Histoire romantique. Je ne pense pas que la machine-outil allemande, qui demeure la locomotive économique de l'Europe, accepte les règles d'un protectionnisme européen. La BMW ne comblera pas le déficit commercial de notre camembert ! Et les Allemands continueront à lire Kant en Allemand, les Italiens à écouter les discours de Garibaldi dans leur langue, les Ibériques penseront Picasso en Espagnol, tandis que les Français s'émerveilleront, de leur côté, des vers de Victor Hugo dans la langue de Molière.

**Domenach** : Je nous souhaite que ces raisonnements soient enterrés avec les turpitudes financières qui minent notre époque, ainsi que notre vieux continent. Une Europe qui a besoin de prendre sa revanche sur le passé, et dont les plaies ruisselantes sont le régal des extrêmes. Une identité commune permettrait de cicatriser pour de bon, je le crois. Parce que l'on peut être Français de naissance, Européen par idée, les deux par amour.

## FACE À FACE

### Les immigrants dans le projet souverainiste

**Peut-on convaincre les immigrants d'adhérer au projet souverainiste? Pour répondre à cette question, deux étudiants, Aurélien Giang, Français, et Gabriel Michaud, indépendantiste québécois, se sont réunis et ont discuté d'une variété d'enjeux. Perspectives pour un Québec souverain.**

**Aurélien** : Pourquoi et comment un immigrant devrait-il s'intégrer à la culture québécoise ?

**Gabriel** : Tout d'abord, je crois qu'il est absurde dans n'importe quel cas d'ignorer la culture du pays où l'on vit; qu'on soit là pour y rester ou qu'on y soit simplement de passage. S'intégrer et contribuer à la culture du Québec est selon moi l'affaire de tous les immigrants ; c'est un espace si riche de sa multiethnicité et des pluralités de communautés qu'aucune excuse n'est bonne pour rester dans son coin et être un «touriste», surtout quand les deux langues les plus couramment parlées sont le français et l'anglais (comment faire plus international que ça?).

**Aurélien** : Intéressant. Pour parler du modèle constitutionnel et institutionnel, comment vois-tu l'État québécois ? Je serais plutôt pour une République québécoise à la française avec un Président souverain et un Premier Ministre chef du gouvernement qui sert de bouclier au Président de la république. Pour les élections, j'hésite entre la proportionnelle et un scrutin à 2 tours. Et toi ?

**Gabriel** : Si l'indépendance est un succès, il reviendra à chacun d'exprimer ses opinions quant à la forme spécifique de l'État québécois, mais cela ne m'empêche pas d'exprimer les miennes ici, maintenant:

La meilleure forme d'un État québécois serait selon moi celle d'une république avec un régime présidentiel à l'américaine, donc où le Président n'a pas la possibilité d'être limité dans

ses actions par un Premier Ministre qui soit son opposant politique. C'est une façon de mener des politiques publiques plus efficaces, plus rapidement. Cependant, pour différer de ce modèle, je crois qu'une logique consensuelle qui impliquerait plus fortement la société civile serait tout aussi souhaitable (donner une voix forte aux communautés et mouvements politiques sans partis) Pour les élections, j'opterais pour un mode de scrutin proportionnel (pour la représentativité). Concernant l'immigration, un accès facile à la nationalité mélangé à des programmes d'intégration linguistique et culturelle comme ce qu'il se fait actuellement (sans aucun durcissement des barrières à l'entrée) serait préférable.

**Aurélien** : Et donc par rapport à la communauté internationale, à savoir la place du Québec dans le monde, qu'est-ce qu'un immigrant gagnera à un Québec indépendant du Canada?

**Gabriel** : Séparé d'un Canada *malsainement* pétrolier, le Québec pourrait bénéficier d'une meilleure représentation sur la scène internationale afin de se promouvoir comme pionnier du développement durable, du respect de l'environnement, et d'une sage utilisation de nos ressources naturelles. Pour l'instant, ce qui transparait dans le monde, c'est l'industrie canadienne des sables bitumineux de l'Ouest plutôt que nos barrages hydroélectriques ou les éoliennes de Gaspésie. L'indépendance permettrait de mieux contrôler l'utilisation de ses ressources naturelles par des compagnies étrangères ainsi que les redevances à exiger.

**Aurélien** : Mais quelle serait la position québécoise par rapport au monde économique et commercial francophone (comme les relations France-Maghreb) et surtout sa position par rapport à la France ?

**Gabriel** : Il serait possible de penser que le Québec entretiendrait des relations économiques particulièrement étroites avec la France ainsi qu'avec d'autres États majeurs de la Francophonie (presque toutes des ex-colonies françaises!). La province possède déjà des liens commerciaux et sur le plan humanitaire assez étroits avec ces pays, et ce, depuis plusieurs décennies! Ça a commencé avec les Missionnaires Chrétiens, et c'est actuellement le cas avec des programmes gouvernementaux tels que Québec Sans Frontières, ou les branches locales d'Amnistie Internationale, etc. Le Québec aurait un avenir particulièrement brillant en tant que pays indépendant et acteur notable de la société civile mondiale. Il aurait la possibilité d'exercer son statut de «Middle Power» au sein de la communauté internationale et de gagner énormément de crédibilité grâce à ce nouveau statut autonome et propre à un pays souverain.

**Aurélien**: Je suis assez critique sur ta position. Cependant, avec la volonté sociale de redistribution des richesses, l'intégration des immigrants francophones et l'avenir envisageable au sein de la communauté internationale, j'ai dans l'éventualité de m'installer au Québec; la question indépendantiste m'intéresse réellement, et dans un futur proche je serais carrément prêt à défendre cette cause.

**Gabriel**: N'oublions pas la question de l'avenir du Québec par rapport au Canada. Préféreriez-vous, Québécois de souche autant qu'immigrant, être une personne parmi 30 millions d'un peuple écologiquement douteux, ou faire partie du 8,5 millions de citoyens mondiaux qui auront brillé lors du XXI<sup>e</sup> siècle sur les plans environnementaux, culturels et sociaux?

En gros, je vous le demande, à vous les immigrants:

Ça vous *tentes-tu*, ensemble, de **faire un pays**?

## Asie centrale : les Balkans méconnus d'Asie.

Philippe Poulette

*Avez-vous déjà jeté un coup d'oeil à une carte de l'Asie centrale? Vous savez, ces pays aux noms ridicules qui finissent en « stan » entre la mer Caspienne et la Chine. Très peu de gens s'y attardent. Pourtant, ils recèlent de ressources naturelles convoitées, sont le champ de bataille de rivalités continentales, mais surtout, ces pays ont une histoire identitaire hors du commun. Ce mois-ci, dans le dossier sur les identités, jetons un coup d'oeil à une région tourmentée qui vit quotidiennement dans le flou identitaire.*

L'Asie centrale, parfois nommée Turkestan, est l'une des régions les plus méconnues par la population en générale. C'est vrai, on rêve de voyager en France, au Japon, en Égypte, mais pas en Ouzbékistan. C'est toutefois l'une de ces régions où les experts ont beaucoup de plaisir : frontières inextricables, identités troubles, rivalités transcontinentales. Que demander de plus? Certaines délimitations de la région incluent le Tibet ou des régions pakistanaises et indiennes. Dans cet article, l'Asie centrale inclut le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et le Xinjiang chinois (Turkestan oriental). C'est bien assez, croyez-moi.

Carrefour de la route de la soie, l'Asie centrale a toujours été le point de rencontre des grandes sociétés asiatiques et indo-européennes. Ses steppes ont vu passer au fil des millénaires d'innombrables conquérants mais aujourd'hui, la région est peuplée par une population d'origine turque ou iranienne.

Au XIXe siècle, les habitants du Turkestan n'utilisaient jamais leur origine ethnique pour s'identifier. Ils se voyaient comme musulmans sunnites ou chiites. Ils utilisaient aussi très souvent leur ville d'origine pour se différencier. Plusieurs parlaient carrément les deux langues principales de la région : le turc et le persan, rendant leur classification extrêmement complexe.

Lorsque les Russes conquièrent le Turkestan occidental, ils ressentirent le besoin d'établir plus clairement les limites des identités ethniques. Pour la première fois, les autorités moscovites voulurent se mêler de l'identité d'innombrables habitants d'Asie centrale. Ils mirent en place le système utilisé depuis lors basés sur les groupes kazakh, kirghize, ouzbek, turkmène et tadjik. Il n'était pas prévu de créer ce dernier. Toutefois, considérant l'importance des ouzbeks à travers la région, Moscou chercha à faire contrepoids en établissant un groupe ethnique persanophone. Ainsi, peu après l'arrivée des Européens, le clivage ouzbek-tadjik était né et domine toujours la vie politique des deux « États-nations ».

Lorsque les identités nationales furent cimentées, chaque groupe voulut contrôler une partie de la région bien à elle. Les

groupes faisaient maintenant partie de l'URSS. Le fédéralisme soviétique offrit alors à chacune des ethnies d'avoir sa propre république socialiste soviétique. C'était joli sur papier, mais le secrétaire général du Parti communiste, Joseph Staline, devait y ajouter son grain de sel bien à lui. Il découpa lui-même les frontières des RSS d'Asie centrale pour qu'elles soient un bon exemple de « Diviser pour mieux régner ». Ainsi, il scinda la région la plus fertile de toutes mais aussi la plus éclatée au plan ethnique, la vallée de Ferghana, entre le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Cette division causa évidemment des tensions entre les républiques soviétiques puis les pays indépendants.

Staline prit bien soin de créer dans chaque RSS une minorité puissante qui saurait ébranler le régime en place et être utilisée comme levier par d'autres. Par exemple, les Tadjiks établis en Ouzbékistan sont très nombreux, tout comme les Ouzbeks au Tadjikistan. La rivalité entre les deux États est d'ailleurs indéniable. Je vous invite à vous arrêter un instant pour regarder une carte de l'Asie centrale. Les frontières telles que mises en place par le camarade Staline ont clairement été tracées avec un souci particulier. Les courbes sont étonnantes et les enclaves y pullulent. Si ces lignes avaient été imaginées pour seoir aux volontés des populations locales, elles auraient gagné en légitimité. Toutefois, elles ont été édictées pour plaire aux volontés d'un camarade dictatorial.

Je vous entends déjà cogiter : Quand va-t-il enfin parler du Xinjiang? A-t-il oublié? Non, pas du tout! Le cas ouïghour est simplement à part, vous devez l'avouer. Leur situation identitaire est d'ailleurs plus médiatisée que celle du Turkestan occidental plus hétéroclite. Les habitants du Turkestan oriental, renommé Xinjiang (ou nouvelle frontière) en mandarin, ont connu, depuis l'invasion de leur territoire en 1949, la répression et la colonisation chinoise. Ces gens d'origine turque ne contrôlent plus les autorités politiques de leur région depuis longtemps et perdent maintenant à un rythme ahurissant l'avantage démographique qui leur permettait de maintenir leur identité prospère. En effet, des Chinois venus de l'est s'établissent massivement au Xinjiang et affaiblissent la position des Ouïghours. Ces derniers ont tenté, notamment travers des émeutes dans les rues d'Urumqi, la capitale régionale, de changer la dynamique mais les dés semblent être pipés et la situation au Turkestan oriental est aujourd'hui désespérée. L'identité nationale ouïghoure est sérieusement remise en question et risque même de disparaître dans les décennies à venir. Contrairement au cas précédent, les Ouïghours sont toutefois plus unis que jamais.

Vous connaissez maintenant un peu plus ces pays au nom à dormir debout et quel est leur lien avec le dossier sur les identités. Ces Balkans d'Asie sont certainement méconnus et sous-estimés. Alors, quelqu'un a envie d'aller passer ses vacances à Boukhara?

## L'EQUATION IDENTITAIRE

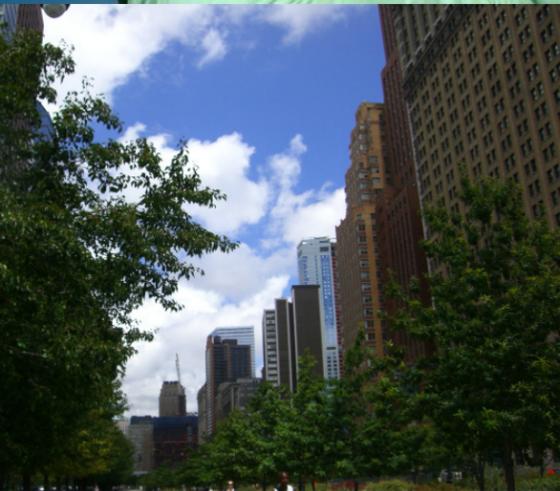
Camille Saade-Traboulsi

*En mathématiques, une identité est le terme qu'on utilise pour décrire deux objets qui s'écrivent différemment mais qui en fait sont les mêmes. Et si c'était le cas dans la vie aussi? Le monde n'est-il pas basé sur des équations? Nos différences, qui créent nos identités, ne sont que prétextes à se croire unique. La science nous prouve le contraire.*

Nous sommes tous pareils, nous allons tous mourir, nous sommes tous perdus dans un monde tellement minuscule par rapport au reste de l'univers que la simple expression de sa différence ne compte pas, comme pour deux nombres à virgule dont la seule différence est le (septième) milliardième après la virgule. Des questions telles que « Qui suis-je », « Où vais-je », « D'où viens-je » sont par conséquent obsolètes. La véritable interrogation est alors « être ou ne pas être ». Car soit on est, soit on n'est pas ou soit on n'est plus. Ce sont les seules différences fondamentales qui nous distinguent les uns des autres. « L'existence précède l'essence » comme le dit si bien Jean-Paul Sartre. À la base, l'être humain ne possède pas de réelle valeur intrinsèque. Il acquiert ce qu'on appelle une identité à travers sa conscience et ce qui l'entoure. Se construit-il tel qu'il choisit de l'être, ou bien ne se bâtirait-il que par rapport aux autres? Ainsi à la base, l'Homme n'a pas d'identité puisque rien ne le distingue des autres, et il n'a pas de différences car il n'est fondamentalement rien. Il ne fait qu'exister.

Cette façon de voir les choses peut paraître noire et probablement très pessimiste, mais il n'en est rien. Chacun peut avoir une écriture mathématique différente. Les intérêts peuvent diverger, les objectifs aussi. La culture du pays et les mœurs de l'environnement qui nous entoure en sont pour beaucoup. La personnalité qui se construit de seconde en secondes joue aussi un énorme rôle. Les acquis qui ponctuent l'existence nous font croire à une diversité et une inégalité, qui s'estompent dès que l'on constate ce qui équilibre depuis toujours notre équation : les deux termes sont égaux. Mais le fait de se savoir tous pareils aux autres ne nous rassemble-t-il de façon plus forte? Nous sommes tous égaux, à la base, comme le dit si bien la Déclaration Universelle. N'est-ce donc pas une raison encore plus forte pour s'entraider, se rassembler et s'aimer? Il n'existe pas de distinctions au sens le plus profond du terme entre les êtres. Alors à quoi bon en chercher? À quoi bon essayer de se démarquer, que ce soit par la recherche de la puissance, du bonheur, du malheur, si, au final, la personne à nos côtés est au même niveau que nous? L'être humain n'est absolument rien dans l'immensité du cosmos. Qu'à cela ne tienne, ça n'empêche pas les optimistes, qui veulent vraiment se sentir utiles, d'accomplir la seule évolution possible: dans un monde où tout le monde est tout le monde, et personne n'est personne, l'important devient alors de bouger tous ensemble, à la même vitesse et de la même manière, pour élever l'humanité entière au degré désiré, sans aucune discrimination. Si  $(a-b) = (c+d)$ ,  $(a-b)$  élevé au carré, est égal à  $(c+d)$  élevé au carré n'est-ce pas?

# ARTS et CULTURES



## QUATRE DÉSIRS, QUATRE LIEUX Quoi faire à New York en deux jours !

Lisa Bouraly

---

1<sup>er</sup> désir : **Je veux voir des mannequins et des stars**

1<sup>er</sup> lieu : **Le MEAT PACKING**

Le Carrefour des mannequins, 13<sup>th</sup> street et Washington street.

À l'origine ce district était celui des bouchers, où l'on découpait la viande. Aujourd'hui il l'est toujours, mais pas sous la même forme. Ici, du jeudi au samedi soir, de grandes jambes élancées sur des hauts talons se dandinent et pénètrent dans le club-bar-restaurant du carrefour. On observe en terrasse les *dates* et à l'intérieur... Je vous laisse découvrir.

---

2<sup>e</sup> désir : **Je veux me prendre pour Carry Bradshaw dans « Sex and the City »**

2<sup>e</sup> lieu : **Broadway et 34<sup>th</sup> street**

Je remonte Broadway et je m'engouffre dans une série de boutiques dont le Macy's (100 000 m<sup>2</sup>). Afin de faire autre chose que la fameuse 5<sup>th</sup> Avenue !

---

3<sup>e</sup> désir : **Je veux me retrouver dans l'ancre des jazzmen**

3<sup>e</sup> lieu : **Blue note et/ou Village Vanguard**

Le Blue note, 131 W 3<sup>rd</sup> street au croisement avec Mc Dougal Street. Scène mythique qui a gardé son vieux style new-yorkais. L'endroit propose des concerts tous les soirs et parfois des brunchs (avec mimosa) le dimanche matin, comprenant également concert. Allez voir sur le site pour de plus amples informations.

Village Vanguard est également une institution du jazz. 178 7<sup>th</sup> avenue sud au croisement avec 11<sup>th</sup> street. Ambiance beaucoup plus rouge et riche en musiciens contemporains...

---

3e désir bis : **Je veux aller dans les lieux de sortie des Américains et enchaîner les bars...**

3<sup>e</sup> lieu bis : **La rue Saint Mark's Place**

La rue saint Mark's a un charme new yorkais magnifique ! On y voit tous types de gens : punks, tattoos, hommes en costumes... On y trouve de nombreuses petites places très agréables où l'on peut boire cocktail ou bière et même souper ! Peut-être l'équivalent de la rue Saint-Denis à Montréal...

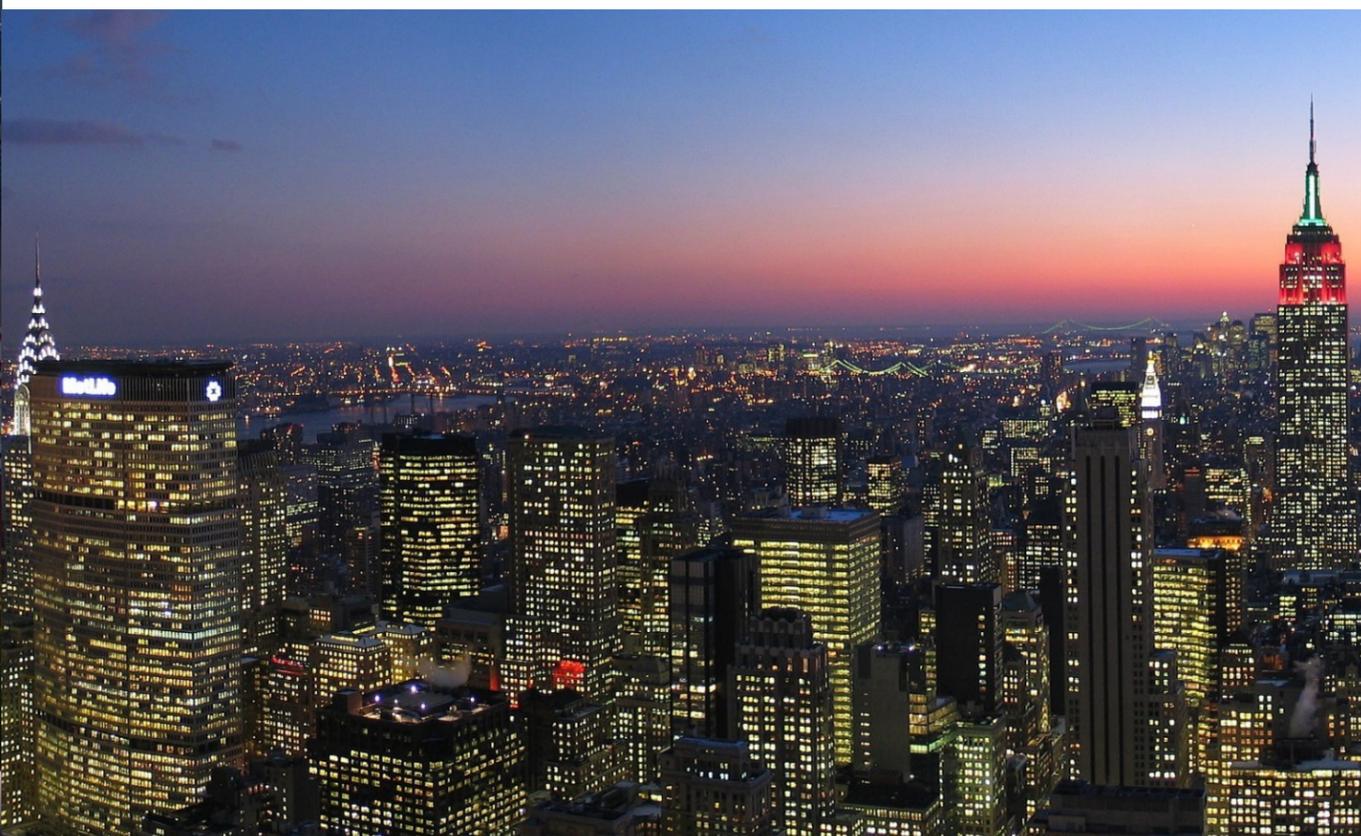
Elle s'étend entre la première et la troisième avenue dans East Village. Station de métro Astor place.

---

4<sup>e</sup> désir : **Je veux voir tout New York sur un roof top sans attendre 2h ni payer une fortune !**

4<sup>e</sup> lieu : **Salon de Ning**

Aux 700 5<sup>th</sup> avenue et 55<sup>th</sup> West street se trouve un bar au 23<sup>ième</sup> étage de l'Hôtel Péninsula. Dans un décor années 30, on prend de l'altitude autour d'un verre entre amis.



*La vida loca*

“On vit pour tuer, on tue pour vivre”



C'est dans un pays déchiré par une violence civile inimaginable, dans lequel deux gangs font la loi, que Christian Poveda a réalisé un formidable documentaire, *La Vida Loca*. À San Salvador, dans le pays du même nom, les *Mara Salvatrucha (MS 13)* et *Mara 18* sont en guerre pour le contrôle de la ville.

La réalité est tellement rude qu'elle semble mensongère. Pourtant, ce qu'on voit tout au long de ce film n'est que le fruit d'un quotidien sanguinaire, un enfer qu'on n'ose se représenter, sur lequel la communauté internationale semble fermer les yeux. Pourtant les faits sont là, les images réelles et terrifiantes. À qui la faute? Pourquoi? Jusqu'à quand cette merde dans laquelle des jeunes se flinguent pour seule et unique raison que de représenter son gang, sa « pandilla »?

Voici la vie des membres de la *Mara 18*, filmés pendant près d'un an par Christian Poveda. On apprend à les connaître. Ils ont une famille, parfois un travail, des surnoms et surtout des sentiments. Elle c'est Wizard, 25 ans, membre du gang depuis son plus jeune âge, dévisagée, borgne plus précisément, faute d'une balle perdue. Son seul rêve: se faire poser une prothèse oculaire afin de retrouver un visage présentable. Elle sera abattue au cours du reportage. Lui, Little Crazy, 21 ans, filmé sur un brancard, entrain de faire soigner l'impact d'une balle reçue au niveau du pancréas, à quelques centimètres d'une cicatrice qui lui cisaille la moitié du ventre. L'autre c'est Moreno, il a 25 ans, le corps marqué par la griffe de la *Mara*. La jeune fille, c'est Little One. Elle n'a que 18 ans, déjà maman et le visage tatoué de ce fameux chiffre « 18 ». Et ils sont encore des dizaines comme ça, vivant tous dans une violence qui marque leur quotidien. On recense au Salvador entre 15 000 et 20 000 *mareros*<sup>1</sup>.

Ici pas de lien du sang, c'est le gang qui régit tout. La *Mara* devient une idéologie, une véritable croyance. Les membres y sont dévoués à vie. Dans ce milieu, lorsqu'on franchit le pas, qu'on fait parti de la « pandilla dieciocho », le destin est cruel, écrit et prédestiné. Tenter de sortir de ce cercle, c'est déjà prendre conscience qu'il faut s'agenouiller devant la mort. Rares sont ceux qui s'en sortent vivants. Par contre on n'y rentre pas comme on veut. Pour faire partie d'une de ces deux bandes il faut se faire passer à tabac pendant une minute. Ensuite il est indispensable de faire ses preuves. Afin de gagner le respect il faut abattre l'ennemi. Survivre consiste à tuer. Partir, c'est mourir. Rien n'oppose deux membres

de ces deux gangs. Ils ont la même croyance, le même statut social et économique, le même passé et certainement le même futur. Ils ne se distinguent que par les tatouages qui recouvrent leur corps et créent leur appartenance.

*La Vida Loca* est un véritable trésor de documentaire. Assis dans notre fauteuil bien douillet, on est projeté dans un monde invraisemblable, si loin de notre petite vie confortable. On commence à trouver les personnages attachants puis soudainement, pendant une interview, trois coups de feu retentissent. CLIC CLAC! Écran noir. Nouvelle scène, nouvelles images destructrices. Un corps jonche le sol. Les enfants, curieux, se penchent pour essayer de reconnaître un parent, un voisin, bref, c'est un des leurs qui vient de s'envoler. Ils ont l'habitude. Puis suivent les cris stridents d'une femme qui a perdu son frère, son meilleur ami, son mari, l'homme de sa vie. Elle hurle à la mort devant des gens silencieux qui l'entourent. Ce silence devient presque plus pesant que les hurlements. C'est comme-ci l'habitude de l'horreur avait séché leurs larmes à jamais. Mais la douleur ne s'arrête pas de ronger. Agenouillée par terre, la femme pleure un corps couvert de sang. Surement une affaire de drogues.

Dans ce milieu où la vie ne tient qu'à un fil, la mort ne fait pas peur, elle ne représente que le passage à une nouvelle vie sûrement plus douce et plus paisible.

« ¡Así es la vida! ». Ce documentaire est dur, mais il a le mérite de nous faire réfléchir, de nous ouvrir les yeux sur une délinquance qui fait la loi dans un pays corrompu, incapable de faire face à un phénomène de société qui s'exporte à travers toute l'Amérique Centrale jusqu'aux Etats-Unis. Lorsque tu fais partie de la « pandilla », la vie n'est qu'une étape avant la mort. Tu sais pertinemment que tu finiras tête contre terre, le corps criblé de balles sur ce bitume brûlant qui a déjà absorbé des litres de sang.

Entre l'achèvement de son film et sa sortie sur grand écran le 30 septembre 2009, le producteur Christian Poveda est assassiné le 2 septembre 2009. Espérons que ce travail qui lui a coûté la vie puisse être un appel à l'aide en direction de la communauté internationale. Espérons qu'il fasse réfléchir le plus grand nombre d'entre nous. Enfin, espérons qu'on n'oublie jamais ce qu'il se passe chaque jour au Salvador.

« Il a payé de sa vie une enquête exceptionnelle, sans concession, sans préjugé [...]. Un cinéma-vérité d'une force inouïe, fidèle aux convictions profondément humanistes de son auteur »

<http://www.lafemme-endormie.com/vidaloca/>

1 <http://www.monde-diplomatique.fr/2004/03/REVELLI/11063>

# INITIÉS, COMPTEZ- VOUS CHAN- CEUX!

Salomé Vallette

Vous n'êtes pas allé à votre initiation par peur d'être humilié, d'avoir honte de vos gestes ou tout simplement de ne plus vous souvenir de cette journée mémorable? Et bien, dites-vous que vous avez sérieusement manqué quelque chose, car c'était, pour la décrire en un seul mot, DÉBILE! Mais mon but n'est pas de vous convaincre de l'importance d'une initiation, plutôt de vous montrer qu'ici, au Québec, elles sont assez « douces ».

Un incident est arrivé en début d'année, en France, à l'université de Paris-Dauphine, alors qu'un étudiant de première année subissait son initiation. Il a choisi d'y aller, malgré les dangers connus de ces dernières en France, et il a dû le regretter. Le pauvre s'est fait graver dans le dos le mot JAPAD, signifiant « Jeune association pour la promotion des activités à Dauphine », et ce, préparé avec une capsule de bière. Le bizuté (celui qui subit le bizutage) en question a porté plainte et les responsables de l'association, dont l'auteur des faits, seront convoqués par la direction.<sup>1</sup> Comment est-ce tolérable d'avoir fait subir cela à quelqu'un, et comment ce misérable a-t-il pu accepter?

En France, l'initiation n'en n'est pas une comme nous les connaissons, mais un bizutage, et le terme est bien choisi. Les associations étudiantes, qui sont plutôt reconnues comme des fraternités ou des sororités, en font l'usage pour savoir si ses futurs membres méritent vraiment leur place. Le bizuté doit faire ses preuves en faisant tout, mais absolument tout ce qu'on lui demande de faire. S'il refuse, il se voit obligé d'enlever sa « candidature » à la fraternité en question. Plus encore, il risque de ne plus jamais pouvoir tenter sa chance à nouveau (il faudrait être timbré, à mon sens, pour vouloir recommencer). Ainsi, il est facile de conclure que le jeune voulait vraiment être recruté, mais que l'alcool lui a fait perdre sa raison et sa pensée. Aussi, l'élève a dû être influencé par ses bizuteurs, car eux-mêmes sont passés par là et ont mérité leur place.

Le bizutage a d'abord commencé dans les grandes écoles et dans les écoles militaires et depuis quelques années, ce rite de passage s'est répandu dans les écoles publiques. La loi n° 98-468, adoptée par le gouvernement français en 1997, « relative à la prévention et à la répression des infractions sexuelles, ainsi qu'à la protection des mineurs, comble un vide juridique en créant un délit spécifique de bizutage ». Depuis cette date, le bizutage est passible d'un emprisonnement minimum de six mois et d'une amende minimale de 7 500 euros.



saé  
Action humanitaire et communautaire  
Services aux étudiants

COMMUNIQUÉ  
Pour diffusion immédiate

## LA 17<sup>e</sup> CAMPAGNE DES PANIERS DE NOËL DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL DU 16 NOVEMBRE AU 9 DÉCEMBRE 2010

Montréal, le 10 novembre 2010. - Pour une 17<sup>e</sup> année consécutive, l'Action humanitaire et communautaire ([www.ahec.umontreal.ca](http://www.ahec.umontreal.ca)) de l'Université de Montréal lance sa Campagne des paniers de Noël qui se déroulera du 16 novembre au 9 décembre prochain. Un des objectifs de la campagne est de développer une dynamique d'entraide pour les étudiants ayant des difficultés économiques. Les paniers de Noël, distribués peu de temps avant les fêtes, contiennent des denrées non périssables, des livres, des jouets, des billets de cinéma ou encore des bons d'achat à l'épicerie Métro.

Les membres du comité de Campagne, les bénévoles et les partenaires sont déjà à pied d'œuvre afin de recueillir les quelque 60 000 \$ nécessaires pour répondre à plus de 300 demandes que nous prévoyons recevoir cette année.

Cette campagne est réalisée par et pour les étudiants de l'Université de Montréal. L'année dernière, 318 paniers ont été distribués, et beaucoup d'étudiants et de familles ont été touchés par ce geste de solidarité. En fait, 376 enfants d'étudiants ont bénéficié des paniers de Noël. Ils ont également reçu des livres, ce qui s'inscrit joliment dans la mission éducative de notre établissement. Chaque année, c'est l'ensemble de la communauté universitaire qui s'implique dans la campagne. Les unités, départements et syndicats organisent de multiples activités de financement et de collectes de denrées. De nombreux membres du personnel s'impliquent aussi bénévolement pour la confection et la distribution des paniers.

Le Conseil à la vie étudiante (CVE) de la FAECUM aide également à la campagne en organisant un concours intersociétif. Toutes les associations étudiantes ont donc pour objectif de récolter le plus d'argent et le plus de denrées non périssables possibles.

Le Bureau de l'aide financière joue un rôle clé dans la campagne en évaluant la grande majorité des demandes soumise. Les activités de l'AHC contribuent elles aussi à récolter des fonds. Par exemple, l'argent récolté lors du Grand bazar étudiant est entièrement versé à la Campagne des paniers de Noël. Mais, on peut aussi compter sur la participation de la cafétéria de l'UdeM, Chez Valère, qui sollicite ses fournisseurs afin de bonifier les paniers. Le Ciné-Campus, le restaurant Pacini de Côtes-des-Neiges, ainsi que les librairies du campus offrent également un soutien indispensable à la campagne.

Malheureusement, si le bizutage est parfois violent, il est aussi très rabaisant. En 2008, un gars et une fille devaient imiter des positions sexuelles et ce, devant des professeurs qui n'ont absolument rien fait. Ensuite, les jeunes ont été déshabillés devant plus de 500 autres élèves. Même si certains d'entre nous ont fait des « jello-shots » plutôt osés, nous n'y étions pas obligés et nous n'avions pas l'impression d'être jugés si nous ne voulions pas le faire.

Chers initiés, je vous informe que nos initiateurs étaient des anges et qu'ils nous ont bien montré, par des activités tellement marrantes, que l'association de science politique et études internationales mérite bien d'être la deuxième plus grande association de l'UdeM et aussi, sans aucun doute, la meilleure! Je me souviendrai toujours de cette journée merveilleuse, en fait de ces journées, et je n'ai pas honte de dire que j'ai lancé un poisson cru et joué au Twister avec des condiments! Gardons

## LETTRE OUVERTE

## Au-delà des sentiers battus

*Jean-Pascal Bilodeau*

Mon cher ami,

Tu es enfin parti. Enfin envolé, ton vélo sur le bras, soixante-dix livres de survie pure et dure, soixante-dix livres de rêve. Tu as refusé la vie normale, la carrière et tout ça, tu l'as mise de côté pour un petit moment. On t'a bien traité de fou et de fainéant, mais tu savais en ton for intérieur que tu n'allais pas arrêter de suivre les voies tracées pour gaspiller ta vie, mais au contraire *pour cesser de la gaspiller*.

Je sais que tu pensais que peu de gens te comprendraient. Tu me disais l'an dernier que tu haïssais l'humanité, que plus tu regardais les nouvelles, plus tu désespérais de nous voir tous ne pas être capables de dépasser notre nombril, ne pas voir le non-sens, ne regarder que notre compte bancaire. Tu étais devenu cynique.

Je t'ai déjà dit que je n'étais pas d'accord.

Tu m'as avoué que tu avais eu tort, et que tu te centrais désormais sur toi-même. Car tu ne voulais plus te mettre au-dessus de personne. Tu avais accepté l'idée que l'humanité est parfois décevante quand on rêve...

Mais il faut l'avouer, tu as un courage que peu possèdent. L'Afrique en vélo, du Cap au Caire, ce n'est pas tout le monde qui s'y risquerait. Est-ce vraiment mal? Ce n'est que ta manière, mon ami. Tu imagines ce que ça serait si tout le monde faisait l'Afrique à vélo?

Il faudrait alors entreprendre autre chose, n'est-

ce pas? Comme d'occuper une ville, ou bien d'occuper le monde?

Mais je comprends tellement bien ce que tu me disais avant de partir, quand tu parlais de ces moments de bonheur ultimes, où rien d'autre n'existe qu'une joie infinie qui déborde. J'en ai vécu aussi, même si je ne suis pas encore parti pour la vraie aventure, parce que je suis toujours un peu en retard. Comme tant d'autres. Les nuits passées à boire du vin avec les camarades de la Plaza de Carmen et de la Puerta del Sol en Espagne avec les indignés, par exemple. Ou bien le sourire des enfants, au Paraguay.

Le présent, enfin présent.

Comme quand tu avais, au beau milieu d'un parcours qui t'avait mené de Québec à Natashquan en huit jours avec un vent de face à « écorner un bœuf », trouvé cette perdrix qu'un oiseau avait laissée, effrayé par ton approche. Et toi de dépecer l'oiseau et te cuisiner un vrai repas au coin du feu, près d'un rail de chemin de fer, ou bien sur une plage.

Car c'est là qu'on retrouve ces moments aléatoires de la vie qui font qu'on ne sait jamais où on va atterrir. On perd cette sorte de besoin de contrôle incessant qui rend la vie amère. Peu importe ce qu'on fait, on n'atterrit jamais exactement où on voulait aller.

Alors quand tu es arrivé pour me rappeler, moi qui étais devenu cynique, qu'il en faut du courage pour rêver, j'ai eu un petit moment d'hébétéude. Et puis quand j'ai lu le début de ton épopée, que tu avais dormi dans une toilette qui puait la

merde pour ne pas te faire voler, que tu t'étais fait prêter une maison sur le bord de la mer pour une nuit, que tu t'étais lié avec un itinérant et que vous étiez devenu de vrais amis, j'ai eu un peu honte.

C'est vrai qu'il en faut, du courage, pour vivre ses rêves. C'est vrai qu'on ne finit jamais où on pensait. Il en faut, du courage, pour se bouger le cul.

En tout cas, toi tu l'as eu. Et puis, je pense que je m'en fous que tu te rendes ou pas. Juste le saut en valait la chandelle.

Je crois que j'ai eu un petit moment de distraction, mon ami : j'ai glissé ta lettre dans la mauvaise enveloppe. Elle est partie pour le journal, car je continue d'écrire, même si tu n'es plus là pour me fouetter, histoire que je remette mes articles à temps. Et résultat, ta lettre, elle est partout maintenant...

Ou bien peut-être qu'au fond, ce n'est pas vraiment à toi que je m'adressais.

Jean-Pascal Bilodeau

*Louis-Couturier termina son cégep en 2011. Incapable de s'enfermer plus longtemps sur les bancs d'école, il entreprit en octobre un périple à vélo à travers l'Afrique. Son projet est de traverser le continent du Sud au Nord. Il est présentement quelque part entre le Mozambique et le Malawi.*

Pour le suivre :

<http://ljcafricavelo.blogspot.com>



## COURRIER DU LECTEUR

Oyé Oyé!

N'oubliez pas que vous pouvez nous écrire! Nous adorons recevoir des commentaires, négatifs ou positifs, alors lâchez-vous, et remplissez notre boîte courriel! Vous pouvez aussi commenter les articles qui sont sur notre blogue et puis, pendant que vous y êtes, liker notre page Facebook!

**Vous n'avez plus d'excuses, écrivez-nous!**

[journalpolemique@gmail.com](mailto:journalpolemique@gmail.com)  
<http://www.journalpolemique.wordpress.com/>